





Rapports d'activités

Du 1^{er} janvier au 31 décembre 2014





Entreprises Territoires et Développement ETD

Association de droit togolais née en 2003, formalisée juridiquement en juin 2007 et reconnue au Togo le 30 avril 2008 sous le N° 0160 / MATDCL-SG-DAPOC-DOCA, et au Bénin en avril 2010 sous le N° 2010/019/MISP/DC/DGAI/SAAP-ASSOC.

Reconnue comme Organisation Non Gouvernementale (ONG) le 23 décembre 2011 sous le numéro : N°631/PR/MPDAT/2011

A reçu son Accord Programme avec le Gouvernement togolais le 15 mai 2012 sous le numéro N°324/PR/MPDAT/2012

Siège social : quartier Agbalépédogan à côté de la HAAC

06BP : 61192 – Lomé Togo Tél : (00228) 22 51 94 81

<u>Antenne Bénin</u>: Fidjrossè, 07 B.P: 367 Cotonou Tél: (00229) 21 15 95 47

E-mail: etd@etd-ong.org etd-tgb@yahoo.fr

Site internet : www.etd-ong.org

Président du Conseil d'Administration: Jean ALOTOUNOU

Directeur Général: Komi ABITOR

<u>Directeur Administratif et Financier</u> : Kodjo Démagna HOUNKANLI

<u>Directeur Département AMAF</u>: Komi Mawussi ADZOGENU

<u>Directeur Département DDEL</u>: Moussilimi YESSOUFOU

Secteurs d'activités et domaines de compétence

- Agriculture Familiale et Accès aux Marchés
- Gouvernance locale et développement économique des territoires
- > Environnement et gestion durable des ressources naturelles

Zones d'intervention

Togo: Régions Maritime, des Plateaux, Centrale, de la Kara et des Savanes

Bénin : Régions Plateaux Ouémé, Mono, Gouffo, Zou-collines, Borgou, Alibori, Atacora-Donfa

Principaux Partenaires

Partenaires institutionnels : Centre International de Développement et de Recherche (CIDR) et le MAEP (Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche) au Togo et au Bénin

Partenaires Financiers:

- Union Européenne (UE),
- PPLM EWDE (Pain Pour Le Monde) Service protestant de développement,
- Ambassade de France au Togo,

- GeTM (Genève Tiers Monde),
- Terre des Hommes,
- Conseil General des Yvelines,
- UCT (Union des Communes du Togo),
 Banque Mondiale via MAEP Togo et Benin (Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche),
- FIDA via MAEP Togo
- CFSI/FDF (Fondation de France)

Table des matières

Liste des abréviations	4
Liste des tableaux	5
Listes des figures	
Liste des photos	
Résumé	
Introduction	
I. Bilan de l'année	
1. Analyse du contexte	
1.1. Contexte général	
1.2. Contexte national	
2. Synthèse des activités par département	15
2.1 Accès au marché pour l'agriculture familiale	15
2.2. Décentralisation et développement économique local	18
3. Progrès au plan organisationnel et contributions à l'atteinte des objectifs du plan d'orientation	
stratégique 2010 – 2014	20
3.1. Capitaliser, valider et valoriser les acquis en matière d'accès au marché pourl'agriculture	
familiale	21
3.1.1. Valider et stabiliser la démarche	21
3.1.2. Renforcer les capacités techniques de production agricole, de stockage et detransformat	tion
agroalimentaire	
3.1.3. Capitaliser la démarche (ESOP)	24
3.1.4. Valoriser les acquis	
3.2. S'impliquer de manière innovante dans le secteur de la décentralisation et du	
développement économique local	
3.3. Adapter la structure aux plans de la gouvernance et opérationnel, à la stratégie de	
croissance maîtrisée de ETD	
3.3.1 Adapter la structure opérationnelle	
3.3.2. Adapter la structure de gouvernance	21
3.4. S'ouvrir à de nouveaux partenariats techniques et institutionnels afin de participer plus	27
activement aux réflexions sur les politiques publiques	
3.4.1. Développer des partenariats avec d'autres opérateurs	
3.4.2. Initier et développer une démarche de management des connaissances	28
3.5. Mettre en œuvre une dynamique de communication externe (bailleurs de fonds, ONG) et	
s'impliquer dans des réseaux d'acteurs des sociétés civiles béninoise et togolaise	28
3.5.1. Elaborer une stratégie de communication en direction des ESOP et des partenaires	28
3.5.2. Produire les outils / supports et les diffuser	29
3.5.3. Présenter le POS 2010 – 2014 à une large palette de partenaires au Bénin et au Togo	29
3.5.4. S'impliquer dans des réseaux d'acteurs des sociétés civiles togolaise et béninoise	29
4. Bilan sommaire d'exécution du POS 2010-2014	
II. Programme d'activités 2015 par département	
1. Accès aux marchés pour l'agriculture familiale	
2. Décentralisation et Développement économique local	
3. Gouvernance et pilotage stratégique	
III. Annexes: identification des programmes et projets	36

Liste des abréviations

AFD : Agence Française de Développement

AIDR : Alliance Internationale de Développement et de Recherche

AMAF : Accès aux Marchés et Agriculture Familiale

ANPGF : Agence Nationale de Promotion et de Garantie pour le Financement des

PME et PMI

AVSF : Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières

CCR-B : Comité de Concertation des Riziculteurs du Bénin

CEET : Compagnie d'Energie Electrique du Togo

CeCPA / SCDA : Centre Communal de Promotion Agricole / Secteur Communal pour le

Développement de l'Agriculture

CIDR : Centre International de Développement et de Recherche

CNSS : Caisse Nationale de Sécurité Sociale
COOPEC : Coopérative d'Epargne et de Crédit
CSP : Chargé de Suivi des Producteurs
CTB : Coopération Technique Belge

DRAEP : Direction de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche DSRP : Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté ESOP : Entreprise de Services et Organisations de Producteurs

ETD : Entreprises Territoires et Développement

EWDE : Pain pour le Monde - Service Protestant de Développement – BrötFür die Welt

FAO : Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture

FECECAM : Faîtière des Caisses d'Epargne et de Crédit Agricole Mutuelle FECECAV : Fédération des Caisses d'Epargne et de Crédit des Associations Villageoises

FIDA : Fonds International pour le Développement Agricole

FIDES : Fonds d'Investissement pour le Développement d'Entreprises Solidaires

FUCEC : Faîtière des Unités de Coopératives d'Epargne et de Crédit

GETM : Genève Tiers Monde

ICAT : Institut Togolais de Conseil Agronomique

IMF : Institution de Microfinance

INRAB : Institut National de Recherche Agronomique du Bénin

ITRA : Institut Togolais de Recherche Agronomique

INPIT : Institut National pour la Protection Intellectuelle du Togo MAEP : Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche

OBC : Organisation à Base Communautaire

OAPI : Organisation Africaine de la Propriété Intellectuelle

ONG : Organisation Non Gouvernementale

OP : Organisation de Producteurs

PADA : Projet d'Appui à la Diversification Agricole

PADAT : Programme d'Appui au Développement Agricole du Togo

PASA : Programme d'Appui au Secteur Agricole

PDC : Programme de Développement Communautaire

PNIASA : Programme National d'Investissement Agricole et de Sécurité Alimentaire

PNUD : Programme des Nations Unies pour le Développement

POS : Plan d'Orientation Stratégique

PSRSA : Programme Spécial de Restructuration du Secteur Agricole PUASA : Programme d'Urgence d'Appui à la Sécurité Alimentaire PPMPVo : Promotion de la production maraîchère dans la préfecture de Vo RESOP : Réseau des Entreprises de Services et Organisations de Producteurs

SARL : Société A Responsabilité Limitée

SCAC : Service de Coopération et d'Action Culturelle

SRI : Système de Riziculture Intensive

UE : Union Européenne

URizOP : Union des Riziculteurs de l'Ouémé - Plateau WAAPP : West African Agriculture Productivity Program

WAGES : Women Association for Gain both Economic and Social

Liste des tableaux

Tableau 1 : ETD en chiffres de 2013-2015	10
Tableau 2 : Tableau de répartition du budget de ETD	11
Tableau 3 : Tableau de bord de suivi des indicateurs des objectifs globaux du POS 2010 - 2014	29
Tableau 4 : Tableau de bord de suivi des indicateurs de l'objectif spécifique du POS 2010 - 2014	30
Tableau 5 : Tableau de bord de suivi des indicateurs du résultat 1 du POS 2010 - 2014	30
Tableau 6 : Tableau de bord de suivi des indicateurs du résultat 2 du POS 2010 - 2014	31
Tableau 7 : Tableau de bord de suivi des indicateurs du résultat 3 du POS 2010 - 2014	31
Tableau 8 : Tableau de bord de suivi des indicateurs du résultat 4 du POS 2010 – 2014	32
Tableau 9 : Tableau de bord de suivi des indicateurs du résultat 5 du POS 2010 - 2014	32
Tableau 10 : Cadre de suivi des performances clés du département AMAF au titre de l'année 2015	34
Tableau 11 : Cadre de suivi des performances clés du département DDEL au titre de l'année 2015	. 35
Tableau 12 : Cadre de suivi des performances clés de ETD au titre de l'année 2015	35
Tableau 13 : Fiche synthétique du Contrat PASA	36
Tableau 14 : Fiche synthétique du contrat PPAAO	
Tableau 15 : Fiche synthétique du Projet SRI/PPAAO	38
Tableau 16 : Fiche synthétique du PADAT	39
Tableau 17 : Fiche synthétique du Programme ESOP TOGO, phase 2014 - 2016 / PPLM	40
Tableau 18 : Fiche synthétique du Programme ESOP BENIN, phase 2014 - 2016 / PPLM	41
Tableau 19 : Fiche synthétique du Contrat PADA au Bénin	42
Tableau 20 : Fiche synthétique du Projet PPMPVo	43
Tableau 21 : Fiche synthétique du Projet Mobilités UE	
Tableau 22 : Fiche synthétique du PAGED	45
Tableau 23 : Fiche synthétique du PAGEA	46
Tableau 24 : Fiche synthétique du GLDD	47
Tableau 25 : Fiche synthétique du PAGDA	48
Tableau 26 : Fiche synthétique du PRBSA	
Tableau 27 : Fiche synthétique du PAPEBA	50
Listes des figures	
Figure 1 : Répartition du budget de ETD en 2014 et 2015	
Figure 2 : Niveau de réalisation des résultats du POS 2010-2014	33

Liste des photos

Photo 1 : Tri du riz par les femmes dans une ESOP RIZ	. 7
Photo 2 : Vue sur les activités d'une ESOP soja (à gauche) et d'une ESOP viande (à droite)	7
Photo 3 : Aménagement de bas-fonds (à gauche) et formation aux itinéraires techniques (à droite)	8
Photo 4 : Parcelle SRI (à gauche), formation en technique de commercialisation (à droite)	8
Photo 5 : accompagnement dans la planification et la gestion de développement durable (à gauche),	
COS élargi des trois collectivités (à droite)	. 8
Photo 6 : Réalisation des cartes régionales de couloirs pratiqués, formation en cartographie	
participative	. 8
Photo 7 : vue sur quelques initiatives locales réalisées	. 8
Photo 8 : réunion de planification territoriale, de maîtrise d'ouvrage des collectivités locales et de	
mobilisation de finances locales	9
Photo 9 : réunion du Conseil d'Administration (à gauche), Atelier de cadrage à grand Popo (à droite)	. 9
Photo 10 : Vue des participants à la formation (à gauche) et séance de formation des managers	
(à droite)	16
Photo 11: Vue des OBC	17
Photo 12 : Site maraichers suivi dans le Vo	17
Photo 13 : Mise en service de points d'eau dans le Moyen Mono (à gauche) et dans la Commune de	
Notsé (à droite)	19
Photo 15 : Cérémonie de mise en place solennelle du cadre de concertation agricole préfectoral de	
Blitta	19
Photo 14 : Séance de remise de matériels dans le cadre du concours villages propres (à gauche) et lot	t
de matériels distribués dans le cadre du concours villages propres (à droite)	19
Photo 16 : Vues partielles des travaux de l'atelier de définition de la vision et des orientations	
stratégiques	20
Photo 17 : Ouverture officielle de l'atelier d'échanges de Bassila (à gauche) et débat autour de la carr	te
de couloirs pratiqués (à droite)	20
Photo 18 : Champ semencier de riz, ESOP semence Mango (à gauche) ; Champ de semence de maïs	à
Arouka Kopé, ESOP semence Atakpamé (à droite)	22
Photo 19 : Producteurs repiquant le riz (à gauche), parcelle SRI à Pagouda et à Tchamba (au centre)	et
tallage d'un plant de riz (à droite)	23
Photo 20 : Ouverture d'un canal (à gauche), construction d'une diguette (au centre) et fonctionnemen	t
d'un canal (à droite)	23
Photo 21 : Séance d'application parentérale à une chèvre par les éleveurs à Sada (Préfecture de l'Ogo	u)
à gauche et vue d'un géniteur marqué remis à un éleveur (à droite)	24
Photo 22 : Inauguration d'un magasin de stockage à l'ESOP Kovié	24

Résumé

Eléments de contexte

Le contexte général dans lequel ETD a évolué en 2014 est un contexte d'austérité et de crises sécuritaire et sanitaire, avec notamment la propagation du virus Ebola et la montée en puissance de la menace terroriste en Afrique de l'Ouest.

Au Togo, l'année 2014 a été marquée par (i) les débats sur la mise en œuvre des réformes institutionnelles et constitutionnelles prévues par l'Accord Politique Global de 2006, (iii) les revendications syndicales, notamment dans le secteur de l'éducation et de la santé, (iv) la poursuite des grands travaux entrepris il y a près de trois ans, (v) le renforcement des mesures de sécurité routière(limitation des heures de circulation de nuit pour les gros porteurs, port obligatoire de casque et de la ceinture de sécurité, etc.).

Au Bénin, l'année 2014 a été marquée par (i) l'assainissement des conditions de création d'entreprises, (ii) les débats sur l'emploi des jeunes, (iii) la poursuite des réformes en matière entre autres d'assainissement des finances publiques, de la lutte contre la corruption, (iv) la poursuite de la réalisation des travaux notamment la construction de route et l'électrification rurale, (v) le démarrage du chantier de modernisation du secteur de la justice à travers l'informatisation des juridictions et de la chancellerie.

Pour ETD, l'année 2014 constituait la fin de la son plan d'orientation stratégique 2010- 2014 avec comme corollaire la définition du processus de son renouvellement validé par le Conseil d'Administration. Au plan opérationnel, sept (07) nouveaux projet sont connus leur démarrage dont 5 sont de nouvelles phases de programmes arrivés à terme et 2 nouveaux projets initiés avec de nouveaux partenaires.

Réalisations majeures de l'année 2014

Les réalisations majeures de l'année 2014 sont :

(v) la promotion de 51 **PME** agroalimentaires rurales de type **ESOP** intervenant sur 9 filières (a) 3 540 tonnes de produits traitées ; (b) l'appui à la structuration et aux techniques de production et de commercialisation de près 16 000 producteurs fournissant aux ESOP fournissant 5 000 tonnes de matière première (c) plus de 1,5 milliards de F CFA distribués aux producteurs par les ESOP (d) le suiviaccompagnement de 168 sociétés coopératives, (e) l'appui à la promotion et à la distribution des produits ESOP à travers les dispositifs RESOP mis en place à Cotonou et à Lomé:



Photo 1: Tri du riz par les femmes dans une ESOP RIZ



Photo 2 : Vue sur les activités d'une ESOP soja (à gauche) et d'une ESOP viande (à droite)

(ii) le renforcement capacités des techniques, organisationnelle de commercialisation de 16 000 producteurs dont 35 % de femmes à travers (a) la formation aux techniques de itinéraires production(b) l'accompagnement 168 sociétés coopératives simplifiées, (c) la diffusion du système de riziculture intensive sur 55 ha, (d) la réalisation de 30 ha d'aménagements sommaires de bas-fonds; (e) la facilitation de l'accès de crédits de campagne auprès d'IMF pour un montant de 60,2 millions de FCFA.

(iii) En matière d'appui la décentralisation: (a) 4 collectivités locales (Préfectures du Haho, Moyen-Mono et Blitta commune urbaine de Notsé) sont accompagnées dans l'élaboration de plans préfectoraux de développement durable, le renforcement de leurs capacités de maîtrise d'ouvrage et la mobilisation de finances locales; (b) 150 personnes représentant différentes catégories d'acteurs de la filière du bétail sont formées à travers l'organisation de 4 débats informés respectivement à Notsé, Tchamba, Elavagnon et Sokodé; (c) la réalisation de deux cartes régionales couloirs pratiqués avec les points d'entrée et le ciblage des zones difficiles et de tension à travers deux sessions de renforcement en cartographie participative, (d) la réalisation 33 initiatives locales et 06 infrastructures de base améliorant leur cadre de vie. Au total 95 000 habitants sont directement touchés par les réalisations de l'année.



Photo 3 : Aménagement de bas-fonds (à gauche) et formation aux itinéraires techniques (à droite)



Photo 4 : Parcelle SRI (à gauche), formation en technique de commercialisation (à droite)



Photo 5 : accompagnement dans la planification et la gestion de développement durable (à gauche), COS élargi des trois collectivités (à droite)



Photo 6 : Réalisation des cartes régionales de couloirs pratiqués, formation en cartographie participative



Photo 7 : vue sur quelques initiatives locales réalisées

- matière de capitalisation, (iv) En management de connaissance et de suivi évaluation, les réalisations suivantes ont été enregistrées : (a) la construction d'une méthodologie de suivi des impacts des ESOP suivant l'approche « Social Return Investment (SROI) », avec la réalisation de trois études d'impacts pilotes (ESOP riz Tchamba et Notsè au Togo et ESOP Vallée de l'Ouémé au Bénin), (b) la production et la diffusion sur le site UNGANA de l'AIDR¹ de documents méthodologiques dans les domaines de la planification territoriale, la maîtrise d'ouvrage des collectivités locales, la mobilisation de finances locales
- (v) Au plan de sa gouvernance et de son fonctionnement, une Assemblée Générale a été tenue, deux réunions du CA organisées, les comptes de projets et de la structure certifiés par des auditeurs externes, la tenue d'un atelier de cadrage méthodologique à Grand Popo au Bénin, le recrutement d'un consultant pour faciliter et appuyer le processus, et l'analyse de l'environnement externe en partie réalisée par les cadres de ETD.





Photo 8 : réunion de planification territoriale, de maîtrise d'ouvrage des collectivités locales et de mobilisation de finances locales



Photo 9 : Réunion de l'Assemblée Générale

Au total, 12 projets et programmes ont été exécutés pour un chiffre d'affaires global de **neuf** cent sept millions six cent soixante-treize mille neuf cent soixante-trois (907 673 963) FCFA, soit un million trois cent quatre-vingt-trois mille sept cent quarante (1 383 740) euros mobilisant 72 salariés (63 au Togo et 09 au Bénin) dont 45 cadres de profils agronomes, économistes, gestionnaires, sociologues, etc.

Perspectives ou défis majeurs de l'année 2015

Au plan de la gouvernance et du pilotage stratégique, les grands chantiers de 2015 de ETD sont : (i) l'élaboration et la validation d'un nouveau plan d'orientation stratégique (2016-2020), (ii) le renouvellement du Conseil d'Administration, (iii) le lancement des travaux de construction du siège de ETD à Lomé, (iv) la promotion d'un fonds de capital investissement pour le développement des TPE et PME de type ESOP, (v)le renouvellement des projets en cours et la formulation de nouveaux programmes / projets, (vi) la participation aux sessions et activités de l'AIDR, (vii) la recherche de financements privés pour la diversification des partenariats.

Au plan opérationnel, en matière d'accès aux marchés pour l'agriculture familiale, les activités de l'année 2015 s'articuleront autour de : (i) la consolidation des 51 ESOP accompagnées en 2014, (ii) la consolidation des deux RESOP et la formalisation du RESOP Cotonou, (iii) la création de 03 nouvelles ESOP (deux sur l'ananas et un sur semence soja)au Togo,(iv)la mise en œuvre d'une stratégie et des actions de communication pour la commercialisation des produits des ESOP, (v)l'appui-accompagnement de 6 OBC de six localités dans les préfectures de Vo et des Lacs en vue du renforcement des dispositifs locaux de protection de l'enfant dans un contexte de mobilité, (vi) l'appui-conseil formatif de proximité à 6 OPet 3 groupes de producteurs maraîchers individuels dans 10 localités de la préfecture de Vo au Togo.

En matière de décentralisation et de développement économique local, les activités de 2015 s'articuleront autour (i) de la définition et de la mise en œuvre de plans réalistes d'amélioration des finances locales de trois conseil de préfecture basés notamment sur une meilleure taxation des activités directes et indirectes dans le secteur agricole,(ii) de l'appui à la gouvernance locale et aux dynamiques de territoires dans 3 collectivités locales (Conseils de préfecture de Haho, du Moyen-Mono et la Commune de Notsé) à travers la planification concertée du développement durable de leurs territoires, la maîtrise d'ouvrage et la mobilisation des ressources locales, (iv) de l'appui-accompagnement d'une collectivité locale (Conseil de préfecture de Blitta) dans la maîtrise d'ouvrage d'un programme de développement agricole, (v) de la facilitation de deux (02) débats informés des acteurs clefs de la filière du bétail, et (vi) de l'aménagement des pistes et espaces pastoraux pour une transhumance sécurisée de bétails.

ETD 2014 et 2015 en chiffres

Tableau 1 : ETD en chiffres de 2013-2015

Années	Programmes	ESOP	Salariés	Bénéfi	ciaires	Chiffres d'	Affaires
Aimees	Trogrammes	Promues	Salaries	Total	Femmes	FCFA	EURO
2013	8	35	69	392 000	196 000	716 287 190	1 091 973
2014	12	51	72	341 611	177 528	907 673 963	1 383 740
2015	12	51	69	350 000	190 000	896 291 615	1 366 388

Tableau 2 : Tableau de répartition du budget de ETD

	2014	2015
Administration	202 448 995	252 700 420
Agriculture familiale et Accès au marché	424 525 087	372 797 956
Décentralisation et appuis aux collectivités / Environnement et Gestion durable	237 677 649	253 418 197
Total	864 651 731	878 916 573

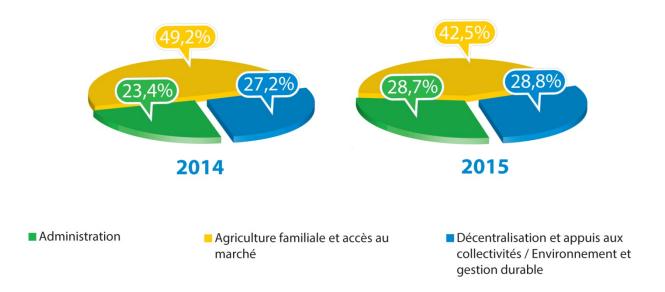


Figure 1 : Répartition du budget de ETD en 2014 et 2015

Introduction

L'année 2014 a marqué pour ETD la phase finale de son plan d'orientation stratégique 2010-2014. En effet, ETD (Entreprises Territoires et Développement) s'est dotée en 2009 d'un plan d'orientation stratégique quinquennale pour guider ses actions entre 2010 et 2014. Ce plan répondait à la nécessité pour ETD de maîtriser sa croissance en restant attachée à sa mission. Pour rappel, la mission de ETD est de contribuer au développement économique et social des populations vivant en milieu rural en valorisant les ressources humaines et naturelles locales et en préservant l'environnement. De cette mission découlent les domaines d'interventions de ETD à savoir :

- Agriculture familiale et accès aux marchés
 - promotion d'entreprises interfaces entre les producteurs et le marché ;
 - appui à des acteurs de filières agroalimentaires pour qu'ils deviennent compétitifs et performants;
 - création de conditions favorables à la production agricole.
- > Décentralisation et développement économique local
 - accompagnement des collectivités locales dans la définition et la mise en œuvre d'actions qui contribuent au développement socio-économique de leur territoire ;
 - accompagnement des collectivités locales à l'amélioration de leurs capacités techniques, financières et de maîtrise d'ouvrage.
- ➤ Environnement et gestion durable des ressources naturelles
 - mise en œuvre de programmes et actions axés sur la gestion durable des ressources naturelles;
 - accompagnement des acteurs locaux à la définition et à la mise en œuvre de stratégies de développement durable.

Le présent document dresse le bilan des activités menées par ETD au cours de l'année 2014, assorti des perspectives de l'année 2015. Conçu à la fois comme un outil de suivi-évaluation des performances et comme un outil de reddition de compte axé sur le plan d'orientation stratégique 2010 – 2014 et sur les services et apports aux groupes cibles et aux bénéficiaires, il structuré en trois parties consacrées dans l'ordre : (i) au bilan général de l'année 2014,(ii) aux perspectives et enjeux majeurs de l'année 2015, et (iii) aux annexes.

La première partie expose (i) l'analyse des contextes international et nationaux dans lesquels les activités de 2014 ont été menées au Togo et au Bénin, (ii) la synthèse des activités menées par département, puis (iii) les progrès réalisés au plan organisationnel assortis des contributions des activités menées à l'atteinte des objectifs du POS 2010 – 2014. Pour rappel, ETD est structurée en une Direction Générale et deux départements techniques regroupant chacun des équipes terrain dédiées à la mise en œuvre des programmes et projets.

La deuxième partie expose les perspectives opérationnelles et organisationnelles de l'année 2015. Les lignes d'actions des différents départements pour l'année 2015 y sont précisées, notamment les programmes à démarrer, à mettre en croisière, à clôturer et à formuler.

La troisième et dernière partie est consacrée à l'identification des différents programmes et projets. Les fiches synthétiques des différents programmes et projets exécutés en 2014 ou à

démarrer en 2015 y sont présentées avec précision des budgets et ressources humaines alloués auxdits programmes et projets.

I. Bilan de l'année

1. Analyse du contexte

1.1. Contexte général

Le contexte général dans lequel a évolué ETD en 2014 est caractérisé globalement par le recul de la crise économique dans le monde avec une légère croissance économique contre une aggravation de la crise sécuritaire marquée surtout par les groupes terroristes qui s'attaquent aux intérêts stratégiques des pays développés notamment occidentaux, principaux contributeurs de l'aide publique au développement.

Au plan sécuritaire, l'année 2014 a été marquée par (i) la prolongation de plusieurs crises en Afrique (Mali, République Centrafricaine, Niger), (ii) les actions de grandes envergures menées par les jihadistes, notamment les attaques terroristes et les violents affrontements qui ont opposé les forces gouvernementales à des groupes armés dans le nord du Nigéria. A ces foyers d'insécurité en Afrique est venu s'ajouter la crise sanitaire à travers la propagation de la fièvre hémorragique à virus Ebola en Guinée, au Libéria, au Nigéria, au Sénégal et en Sierra Leone. L'épidémie à virus Ebola a fortement ralentit l'activité agricole dans les pays touchés où nombre d'agriculteurs ne pouvaient plus cultiver leurs champs dans les zones touchées, entraînant ainsi la flambée des prix des denrées agricoles. Elle a eu des conséquences dramatiques sur la situation sociale et économique en Afrique de l'Ouest, elle a entraîné la fermeture des frontières de certains pays (Côte d'Ivoire et Sénégal notamment).

Au plan politique, des soulèvements politiques traduits par des manifestations de foule organisée sont été enregistrés en Afrique de l'Ouest, notamment la révolte populaire au Burkina Faso qui a entraîné la chute du régime de Blaise Compaoré après près d'une trentaine d'années au pouvoir. La révolution burkinabè a fait des émules et a nourri des ambitions dans les pays voisins qui traversaient une période sensible (veille des élections présidentielles), notamment au Togo et au Bénin, où les partis de l'opposition ont exigé ou contesté dans un climat de tension sociopolitique réelle et sans succès, des réformes politiques, institutionnelles et constitutionnelles(marches de réclamation d'une révision de la constitution au Togo ou de contestation des politiques et réformes initiées par le régime de Boni Yayi au Bénin).

1.2. Contexte national

Le Togo et le Bénin partagent une frontière qui s'étend sur 660 km environ. Ils présentent des caractéristiques géographiques, agro-écologiques et démographiques fort semblables. Leurs populations vivent encore majoritairement (60 à 70 %) dans les zones rurales.

Au Togo, l'année 2014 fut l'année de veille des élections présidentielles. Le tableau politique du Togo est tranché depuis l'échec du dialogue politique et le rejet par l'assemblée nationale de la loi portant sur les réformes constitutionnelles et institutionnelles. Le pouvoir se radicalise et opte pour la solution extrême, l'opposition se mobilise dans sa légendaire force de pression avec les manifestations de rue. Le climat politique prend donc une nouvelle tournure, inquiétante qui interpelle les acteurs et les observateurs sur les risques.

Au plan social, l'année 2014 a été marquée au Togo par les revendications syndicales dans le secteur de la santé et de l'enseignement primaire et secondaire.

Au plan programmatique de l'action gouvernementale, l'année 2014 fut l'année de démarrage effective des actions de la SCAPE (Stratégie de Croissance Accélérée et de Promotion de l'Emploi) et de son plan d'action prioritaire.

Au plan de la coopération bilatérale et multilatérale, l'on note le maintien du regain d'intérêt que connaît le pays depuis 2010 auprès des partenaires techniques et financiers avec le financement de la réalisation de grands projets et programmes dans les secteurs des infrastructures, de l'agriculture, etc.

En ce qui concerne la décentralisation au Togo, les actions relatives à l'organisation des élections locales sont quasiment au point mort.

Au plan agricole, le Togo a enregistré cette année 2014 des excédents agricoles record : 156 000 tonnes pour la filière céréalière, 745 000 pour les tubercules et 136000 pour les légumes grâce à la poursuite de la mise en œuvre du PNIASA.

Au plan économique, le Togo a enregistré un taux de croissance de 5,5% en 2014. Un résultat très proche des prévisions du Fonds monétaire international (FMI)fixé à 5,65%. Selon le Conseil, l'économie togolaise, le Togo s'est bien comportée en 2014 dans un contexte d'inflation très faible. Il a connu une performance soutenue par un cadre macroéconomique et financier caractérisé par une progression de l'activité bancaire de 19,8% et une hausse des crédits à l'économie de 15,6% au troisième trimestre de l'année. Mais par contre il a été noté quelques difficultés en termes de trésorerie des banques qui devraient être résolues avec des mesures courageuses. Le secteur de la microfinance prend de plus en plus d'ampleur mais des défis restent également à relever pour les microfinances puissent apporter ce qu'il faut à l'économie de proximité.

En 2014, le Bénin a enregistré d'importants progrès. Ces progrès découlent d'abord de la bonne gestion du cadre macroéconomique. En effet, au plan économique et financier, malgré la conjoncture internationale particulièrement difficile, le Bénin a connu une croissance soutenue en termes réels de l'ordre de 5,6% en moyenne sur la période 2012-2014. Cette croissance est la plus forte enregistrée au Bénin depuis l'indépendance, selon le Rapport de la banque mondiale sur la situation économique de notre pays publié en septembre 2014. Pour 2014, le taux de croissance est projeté entre 5,7% et 6,5%, largement au-dessus de la moyenne mondiale établie à 3,3%.

Les réformes relatives à l'environnement des affaires ont permis au Bénin de se classer 151ème sur 189 économies dans le Rapport Doing Business de la Banque mondiale ; ce qui fait un saut en avant de 23 places, comparé au classement de l'année dernière. Le Bénin a notamment progressé en matière de création d'entreprises, de protection des investisseurs minoritaires, du commerce transfrontalier et de l'exécution des contrats.

La transformation structurelle du Bénin, au-delà des préalables et pré-requis relatifs à la qualité de la gouvernance et à l'efficacité de la chaîne de gestion des finances publiques, repose particulièrement sur des infrastructures de qualité, la relance de l'agriculture et l'amélioration du système éducatif national ainsi que du système de sécurité sociale.

A ce titre, l'année 2014 fut une année de croisière dans la mise en œuvre des programmes ambitieux de construction d'infrastructures de transport, d'extension du réseau routier et d'électrification rurale.

La relance de l'agriculture est impulsée notamment par l'amélioration de la qualité de la gouvernance de la filière coton qui tient compte du souci permanent du Gouvernement d'améliorer les conditions de vie des cotonculteurs. Parallèlement, les autres filières prioritaires ont bénéficié d'appuis appréciables notamment le riz, le maïs, l'ananas, l'anacarde, les cultures maraîchères, le lait et la viande. L'action du Gouvernement en la matière vise principalement la couverture des besoins alimentaires de même que l'amélioration de l'attractivité de l'activité agricole et du milieu rural par l'accroissement des revenus.

2. Synthèse des activités par département

2.1 Accès au marché pour l'agriculture familiale

Pour le compte du département AMAF, les réalisation majeures de l'année 2014 sont : (i) la consolidation de 35 ESOP dont 25 au Togo et 10 au Bénin, (ii) la consolidation des RESOP Lomé et Cotonou, (iii) la création de 16 nouvelles ESOP dont 10 au Togo et 6 au Bénin, touchant en tout 1237 OP dont 958 au Togo et 279 au Bénin),(iv) le suivi-accompagnement de 168 sociétés coopératives constituées en 2013, (v) l'appui-accompagnement de 6 OBC de six localités dans les préfecture de Vo et du Lac en vue du renforcement des dispositifs locaux de protection de l'enfant dans un contexte de mobilité, (vi) l'appui-conseil formatif de proximité à 6 OP et 3 groupes de producteurs maraîchers individuels dans 10 localités de la préfecture de Vo au Togo.

Ces réalisations du département AMAF ont été obtenues à travers :

- a) la poursuite du programme de consolidation des plates formes nationales de promotion et de diffusion des ESOP au Togo et au Bénin ;
- b) la poursuite des actions des contrats de prestations sur le PASA et le PPAAO au Togo et de PADA au Bénin ;
- c) la poursuite de la mise en œuvre du PADAT dans la région des Plateaux, précisément dans la sous-zone Amou-Ogou-Kpélé;
- d) la poursuite du « *projet sous-régional de protection de mineurs migrants non accompagnés en Afrique de l'Ouest* » (Projet Mobilités UE) en partenariat avec l'ONG Terre des hommes qui assure la maîtrise d'ouvrage du projet ;
- e) le démarrage du projet de consolidation d'un réseau d'entreprises agroalimentaires pour des revenus durables aux producteurs (CREA) ;
- f) le démarrage du projet de promotion de l'agroalimentaire et de gouvernance locale (PAGol);
- g) du démarrage du projet de promotion de la production maraichère dans la préfecture de Vo (PPMPVo).

Appuis aux ESOP

Au total 51 ESOP (35 au Togo et 16 au Bénin)et les deux structures de commercialisation de produits ESOP, les RESOP implantés à Lomé et à Cotonou ont été accompagnées en 2014. Les performances majeures enregistrées en 2014 à travers l'appui-accompagnement des ESOP sont les suivantes : (i) près de 16 000 producteurs touchés sur 9 filières (riz, soja, semences riz, semences maïs, arachide, huile de soja, viande, miel, ananas), (ii) plus de 1,5 milliards de F CFA distribués aux producteurs et (iii) 3 540 tonnes de produits traités.

Les appuis apportés aux ESOP en 2014 ont porté sur les différentes fonctions des ESOP. Ces appuis sont effectués sous forme de conseils, d'accompagnements, de suivi, de service et surtout de contrôle par les équipes techniques de ETD chargées de l'appui aux ESOP.

Les RESOP (Lomé et Cotonou) ont bénéficié des appuis de ETD dans la définition et la mise en œuvre de leur stratégie marketing et de communication ainsi qu'en gestion comptable et financière.



Photo 10 : Vue des participants à la formation (à gauche) et séance de formation des managers (à droite)

Appuis divers aux petits producteurs vulnérables de la sous-zone Amou-Ogou-Kpélé

Dans le cadre de la mise en œuvre du PADAT dans la région des Plateaux, divers appuis ont été apportés en 2014 à près de 600 petits producteurs vulnérables et à leurs organisations.

Pour la composante 1 : (i) identification et pré-validation de près de 77 ha de bas-fonds à aménager, (ii) suivi-accompagnement à l'élaboration de plan de travail de 160 sociétés coopératives, (iii) formation des comités de surveillance de 168 sociétés coopératives.

Pour la composante 2 : (i) identification et validation des OP bénéficiaires des équipements de transformation (31 égreneuses de maïs, 2 batteuses-vanneuses de riz, 2 décortiqueuses de riz, 20 râpeuses et presses mécaniques de manioc), et distribution des équipements de transformation (05 décortiqueuses, 20 égreneuses, et 36 bâches).



Photo 11: Vue des OBC

Appuis à six organisations à base communautaire en vue du renforcement de la protection de l'enfant dans un contexte de mobilité

Les appuis apportés aux six OBC sont des appuis d'ordre financier, technique et de suiviaccompagnement dans la définition et la mise en œuvre des initiatives locales (micro-projets) de renforcement de dispositif communautaire de protection de l'enfant. Ainsi, (i) six (06) micro-projets (initiatives locales) ont été développés et exécutés, (ii) 2120 enfants sensibilisés sur différents thématique liés à la mobilité, (iii) 149 enfants dont 71 filles ont bénéficié de kits scolaires financés sur fonds issus des initiatives locales à caractère économique, (iv) 396 dont 220 filles en mobilité sont détectés et référés par les dispositifs communautaires de détection mise en place dans la préfecture des Lacs.

Appuis aux maraîchers dans la préfecture de Vo

Au titre de la promotion de la production maraîchère dans la préfecture de Vo, différents appuis sont apportés aux maraichers : (i) appui-accompagnement des maraichers aux itinéraires de production, (ii) formation de 20 producteurs maraichers sur la gestion intégrée de la fertilité, de l'eau et des ravageurs par les champignons (GIFERC) ; (ii) six groupements et 33 producteurs individuels sont approvisionnés en matériel et en intrant (deux supers tanks, trois surpresseurs, trois motopompes ; 500 g de semences de piment vert, 500 g de semences d'Adémè, 400 g de semences d'aubergine et 20 boîtes, soit 1000 g de semences de tomate de la variété Mongal et 63 litres de produits de traitement phytosanitaire).



Photo 12: Site maraichers suivi dans le Vo

Autres activités réalisées par le département AMAF

Au cours de l'année 2014, outre les activités ci-dessus exposées, le département AMAF a également :

- a) Contribué à la construction d'une méthodologie « Social Return on Investment (SROI) » de suivi d'impact, puis à la réalisation de l'étude d'impact des Esop riz à Tchamba et à Notsè sur les groupes cibles, en collaboration avec le LARPSAD de l'Université de Lomé au Togo et le CEFORP de l'Université d'Abomey-Calavi au Bénin;
- b) Appuyé l'élaboration de trois nouvelles marques de produits distribués par les structures commerciales RESOP au Togo.

2.2. Décentralisation et développement économique local

Pour le compte du département DDEL, les réalisations majeures de l'année 2014 sont : (i) l'appui à la gouvernance locale et aux dynamiques de territoires dans 3 collectivités locales (Conseils de préfecture de Haho, du Moyen-Mono et la Commune de Notsé) à travers la planification concertée du développement de leurs territoires, la maîtrise d'ouvrage et la mobilisation des ressources locales, (ii) l'appui-accompagnement d'une collectivité locale (Conseil de préfecture de Blitta) dans la maîtrise d'ouvrage d'un programme de développement agricole, (iii) la formation de 150 personnes de différentes catégories d'acteurs de la filière du bétail à travers 04 débats informés effectués dans 04 zones (Notsé, Tchamba, Elavagnon et Sokodé), (iv) la réalisation de deux cartes région de couloirs pratiques avec les points d'entrée et le ciblage des zones difficiles et de tension à travers deux de sessions de renforcement en cartographie participative.

Ces réalisations du département DDEL ont été obtenues à travers :

- a) Le programme d'appui à la gouvernance locale et développement durable (PAGL2D/PAGEA/PAGED) dans les préfectures du Moyen-Mono et du HAHO,
- b) Le démarrage de nouveaux programmes et projets à savoir :
 - 1. Le projet d'appui à la gouvernance concertée pour le développement agricole dans la préfecture de Blitta (PAGDA),
 - 2. Le projet d'appui à la préservation des écosystèmes et de la biodiversité grâce à l'agropastoralisme (PAPEBA).

Appui à la gouvernance locale et aux dynamiques de territoires

Dans le cadre de la mise en œuvre du PAGL2D au cours de l'année 2014,(i) trois collectivités locales ont été accompagnées dans la planification et la gestion du développement durable de leur territoire avec 3 chartes et 2 stratégies de développement durable définies ; (ii) 18 cadres de concertation (15 CCD, 2 CPD et 1 quadrilogue) dans le Haho, le Moyen-Mono et la Commune de Notsé ont été renforcés et régulièrement animés avec un taux de participation minimum de 90 % ; (iii) 31 initiatives locales à caractère social, économique et environnemental, bénéficiant directement à environ 4 211 personnes dont 2 181 femmes et 1003 jeunes sont définies et mise en œuvre ; (iv) la mise en service de huit (08) forages réalisés sous PAGLOC et de 5 nouveaux forages facilitant l'accès à l'eau potable à plus de 23

000 personnes dans le Haho et le Moyen Mono, (v) la mise en service de deux (02) bornes fontaines et de deux latrines pour l'accès à un environnement sain à plus de 2 000 habitants de la Commune de Notsé, (vi) la construction de deux hangars de marché dans le Haho (Kpégadjé) et dans le Moyen Mono (Ahassomé) pour améliorer les recettes locales.



Photo 13 : Mise en service de points d'eau dans le Moyen Mono (à gauche) et dans la Commune de Notsé (à droite)





Photo 14 : Séance de remise de matériels dans le cadre du concours villages propres (à gauche) et lot de matériels distribués dans le cadre du concours villages propres (à droite)

Appui à la gouvernance concertée pour le développement agricole

Dans le cadre de la mise en œuvre du PAGDA au cours de l'année 2014, (i) un cadre de concertation, de négociation et de décisions entre la collectivité et les acteurs du secteur agricole est mis en place et est fonctionnel ; (ii) une stratégie de développement agricole de la préfecture de Blitta est définie ; (iii) 38 initiatives locales portées par des organisations de producteurs ont été enregistrées pour étude ; et (iv) 2085 producteurs et productrices agricoles sont touchés par les appui-accompagnement à la production.



Photo 15: Cérémonie de mise en place solennelle du cadre de concertation agricole préfectoral de Blitta



Photo 16 : Vues partielles des travaux de l'atelier de définition de la vision et des orientations stratégiques

Appui à la préservation des écosystèmes et de la biodiversité grâce à l'agropastoralisme

Au titre de la mise en œuvre du PAPEBA, (i) 30 animateurs de différents acteurs du secteur du bétail sont formés sur les techniques d'animation et sur les enjeux liés au commerce du batail en Afrique de l'Ouest; (ii)quatre débats informés sont réalisés en vue de porter à l'attention des différents acteurs de la filière, les enjeux liés à la mobilité et la production du bétail; et (iii) deux sessions de renforcement en cartographie participative sont réalisées et deux cartes région de couloirs pratiques avec les points d'entrée et de ciblage des zones difficiles et de tension sont proposées.



Photo 17 : Ouverture officielle de l'atelier d'échanges de Bassila (à gauche) et débat autour de la carte de couloirs pratiqués (à droite)

Autres activités du département DDEL

Au cours de l'année 2014, outre les activités ci-dessus exposées, le département DDEL a (i) réalisée une étude d'opportunité et de faisabilité dans la préfecture de Vo, et (ii) proposé un projet en réponse à l'appel à projet sur « Opérations innovantes sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Afrique de l'Ouest » lancé par Agence Régional pour l'Agriculture et l'Alimentation (ARAA) de la CEDEAO.

3. Progrès au plan organisationnel et contributions à l'atteinte des objectifs du plan d'orientation stratégique 2010 – 2014

Les progrès réalisés au cours de l'année 2014 viennent couronner et consolider l'exécution quasi entière du plan d'orientation (POS) 2010 – 2014 d'ETD. Le bilan de l'exécution du POS montre que le niveau d'atteinte des cinq résultats du POS est satisfaisant.

3.1. Capitaliser, valider et valoriser les acquis en matière d'accès au marché pour l'agriculture familiale

3.1.1. Valider et stabiliser la démarche

a) <u>Opérationnaliser le dispositif de financement des ESOP en articulation avec les IMF et les banques</u>

Les activités menées en 2014 ont contribué au renforcement des liens avec les IMF (FUCEC, FECECAM au Togo et ALIDE au Bénin) aboutissant à la signature d'un contrat de partenariat avec l'ANPGF au Togo et la FECECAM au Bénin. La convention entre ETD et la FUCEC est finalisé pour être signé en 2015. Les options retenues finalement par le CRESA de ne financer que des PME établies ont poussé ETD à réfléchir à la création d'un fonds spécifique pour l'incubation de TPE et PME agroalimentaires. Ce fonds dont l'étude de faisabilité sera réalisée au premier semestre 2015, s'appellera le CIDEA¹. Le CRESA sera institutionnalisé au début de l'année 2015.

b)Clarifier le rôle et le positionnement de ETD vis-à-vis des ESOP

Le positionnement de ETD a été clarifié dans le cadre des activités de promotion de PME de type ESOP au cours de la période de 2010 à 2014 : ainsi ETD initie la mise en place des ESOP, finance le démarrage des activités sur fonds de projets, joue le rôle de tiers de confiance en prenant des parts au capital des ESOP formalisées en SARL et apporte au cours des 5 premières années des appuis techniques non facturés aux ESOP. Dans le cadre du renouvellement du POS et des interventions de ETD sur la thématique « accès aux marchés pour l'agriculture familiale », ce positionnement sera évalué et des leçons seront tirées.

c)Renforcer les fonds propres des ESOP pour se préparer aux réactions de la concurrence

En 2014, des avancées ont été obtenues dans l'amélioration des fonds propres des ESOP par :

- L'amélioration des performances économiques des ESOP plus précisément Soja Nyo et l'ESOP kouka ainsi que les nouvelles ESOP promues au titre des contrats avec le PASA;
- L'identification d'un investisseur privé français (SoyTouch)² pour investir dans le développement de Soja Nyo par une prise de parts au capital à partir de fin 2015 et une facilitation de l'accès à des crédits peu coûteux ;
- l'accompagnement de 10 nouvelles ESOP à bénéficier de subventions de démarrage du PASA en vue de constituer le stock de matière première de l'année 1 et l'acquisition d'équipements de transformation;
- la poursuite du processus de formalisation (institutionnalisation en Sarl) de 9 ESOP ayant démarré la transformation au cours de l'année (8 riz, 1 soja) et l'ESOP semence Kovié à travers la réalisation des sessions d'engagements réciproques et l'élaboration des tests juridiques (statuts et pacte d'associés).

²SoyTouch développe depuis 2013 des relations d'affaires avec Soja Nyo sur le soja biologique et souhaite amplifier ses liens avec ETD et les ESOP sur les filières telles que le soja, le sésame, l'huile de palme, l'élevage et la production de viande.

¹ CIDEA: Capital Investissement pour le Développement d'Entrepreneuriat agricole

d) Négocier une fiscalité adaptée pour les ESOP et les autres systèmes d'accès aux marchés.

En 2014, aucun progrès notable n'a été enregistré sur la négociation d'une fiscalité adaptée pour les ESOP.

3.1.2. Renforcer les capacités techniques de production agricole, de stockage et de transformation agroalimentaire

a) Former les producteurs aux itinéraires de production

En 2014, au total, environ 16 000 producteurs fournisseurs des ESOP ont été formés aux itinéraires de production de diverses spéculations : riz, soja, semences de riz, semences de maïs, arachide, sur la base des fiches techniques actualisées et améliorées intégrant des éléments liés à la gestion intégrée de la fertilité des sols et à la gestion de la qualité des récoltes. La superficie totale emblavée a été de 5 422 ha dont 2625 ha pour le riz et 2500 ha pour le soja.



Photo 18 : Champ semencier de riz, ESOP semence Mango (à gauche) ; Champ de semence de maïs à AroukaKopé, ESOP semence Atakpamé (à droite)

o Diffusion de la technique SRI

Au Togo, l'expérimentation de la technique du Système de Riziculture Intensive (SRI) enclenchée en 2012 a été poursuivie en 2014 dans 13 ESOP (excepté ESOP Sotouboua riz blanc et ESOP Kovié semences riz). Au total 430 producteurs sur 500 prévus ont été formés à la production du riz suivant la technique SRI, dont 40% (170 producteurs) ont pu réellement des parcelles SRI sur une superficie cumulée de 55 ha soit 88% des 62,5 ha prévus pour l'année. Sur les 170 producteurs ayant mis en place des parcelles SRI, 56 ont conduit leur parcelle jusqu'à terme. Les aléas climatiques n'ont pas favorisé la bonne exécution des activités des producteurs. Les rendements des parcelles en SRI oscillent entre 2 534 kg/ha et 6 130 kg/ha avec une moyenne de 4 440 kg/ha contre un rendement moyen en riz paddy variant entre 1 000 kg/ha et 2 000 kg/ha selon les pratiques paysannes ou l'itinéraire technique vulgarisé dans les différentes zones touchées. La technique SRI offre une productivité potentielle plus forte ; seulement, quelques contraintes en limitent la portée : (i) le manque d'équipements adéquats et (ii) les caprices pluviométriques.



Photo 19 : Producteurs repiquant le riz (à gauche), parcelle SRI à Pagouda et à Tchamba (au centre) et tallage d'un plant de riz (à droite)

Aménagements de bas-fonds

En 2014 au Togo, 30 ha de bas-fonds ont été aménagés dans les préfectures de Haho et d'Agou Blitta au profit de 79 producteurs des ESOP riz Notsé et Agou. Ces aménagements ont permis de faire évoluer les rendements de 2000 kg/ha en moyenne à 5250 kg/ha soit une augmentation d'environ 160 % sur les sites aménagés.



Photo 20 : Ouverture d'un canal (à gauche), construction d'une diguette (au centre) et fonctionnement d'un canal (à droite)

b) Mise en relation des producteurs avec les IMF pour financer la campagne agricole

Au Togo, la mise en relation des producteurs avec les IMF pour l'octroi du crédit de campagne s'est poursuivie en 2014 avec les institutions financières suivantes : (i) la COOPEC pour les ESOP Sojanyo et Mango, (ii) UMECTO pour les ESOP Dapaong et Mandouri, (iii) MUCAD pour l'ESOP Pagouda et (iv) URCLEC pour l'ESOP Notsè. Ces institutions ont, sur la base des contrats d'achat des ESOP, accepté de mettre à la disposition des producteurs un montant de 60.2 millions de francs CFA. Au total, 1860 producteurs ont bénéficié de crédit de campagne en 2014 à des taux d'intérêt compris entre 9 % et 16 % suivant les institutions financières.

Au Bénin, les producteurs des ESOP n'ont pu bénéficier de crédit de campagne auprès des IMF.

c) Appui direct à l'élevage

Dans le cadre du PPAAO/WAAPP et du Programme ESOP, trois unités de production et de commercialisation de viande issue de l'élevage familial (ovins, caprins) ont été lancées en 2013 au Togo, respectivement dans les préfectures de Blitta, Ogou et Haho. L'année 2014 a été marquée parla poursuite des opérations tests de production des trois ESOP viande en lien contractuel avec 511 éleveurs à travers (i) des appuis techniques aux éleveurs (castration, bouclage, antibiothérapie, déparasitage, vaccination des animaux); (ii) la formation des éleveurs regroupés dans les tontines commerciales sur le système de production rationnel des petits ruminants; (iii) la poursuite des travaux de construction de 450 bergeries traditionnelles améliorées au profit de 450 éleveurs, avec au total 150 BTA entièrement réalisées et 91 BTA en finalisation en fin de période; (iv) le recensement d'environ 500 têtes d'ovins et caprins

pour le démarrage de la transformation en 2015;(v) la construction d'une aire d'abattage et d'une unité de découpe de capacité réduite à Notsè pour le démarrage de la transformation de la vion de d'avring et capacité ne 2015.

la viande d'ovins et caprins en 2015.



Photo 21 : Séance d'application parentérale à une chèvre par les éleveurs à Sada (Préfecture de l'Ogou) à gauche et vue d'un géniteur marqué remis à un éleveur (à droite)

d) Renforcer les infrastructures de stockage et de transformation des ESOP

Dans le cadre de la mise en œuvre du PASA au Togo et du PADA au Bénin, respectivement 16 et 10 magasins seront construits au bénéfice des ESOP du Togo et du Bénin. Les RESOP Lomé et Cotonou bénéficieront respectivement de trois et d'une trieuse optique d'un rendement de l'ordre 6 tonnes à l'heure. Le processus d'acquisition de la trieuse optique du RESOP Cotonou a été lancé en 2014 pour livraison au premier semestre 2015 au plus tard. Les services d'une trieuse optique seront mutualisés par plusieurs ESOP.

En outre, avec l'appui du PASA, 10 ESOP ont été dotées en 2014 de hangars servant d'ateliers de tri des produits transformés et opérations connexes. La réalisation des infrastructures d'abattage des animaux et de transformation de la viande a été également enclenchée à l'ESOP viande Notsé.

Par ailleurs, le soutien de SATOM (à travers son Programme ISSA) a été mobilisé pour doter l'ESOP Kovié d'un magasin de stockage d'une capacité de 300 tonnes. Le magasin a été réceptionné le 20 février 2015 en présence du Préfet de Zio, du Directeur Général de SATOM au TOGO, Monsieur CHEVALIER Brice et du Coordonnateur du Programme ISSA pour l'Afrique, Monsieur YEDJI Gérard.



Photo 22 : Inauguration d'un magasin de stockage à l'ESOP Kovié

3.1.3. Capitaliser la démarche (ESOP)

a) Mettre en œuvre une démarche de capitalisation au niveau d'ETD

En 2014, aucun progrès notable n'a été enregistré dans la capitalisation du métier « promotion et accompagnement des ESOP ». Un programme de capitalisation a certes été défini mais il n'a pas pu être mis en œuvre en raison de l'importance du volume d'activités relatif à l'accompagnement des ESOP.

b) Développer les échanges méthodologiques entre les plates-formes du Togo et du Bénin

Aucune rencontre d'échanges méthodologiques entre les équipes-projets du Togo et du Bénin n'a été tenue au cours de l'année 2014 malgré les rappels insistants de la direction générale. A l'analyse, (i) l'option de réunions ou ateliers d'échanges, (ii) les difficultés liées à la gestion de la croissance (augmentation du volume d'activités, sollicitations fréquentes des partenaires), (iii) la non intégration des échanges à distance entre pairs au moyen des NTIC (mailing list, skype, facebook, groupes, etc.)seraient les facteurs explicatifs de l'échec de la tenue des échanges méthodologiques entre les plates-formes.

c) <u>Développer une stratégie de partage de savoir entre plateformes et entre ESOP (séminaire annuel sur les échanges de pratiques, etc.)</u>

Une stratégie formelle de partage de savoirs entre plateformes et entre ESOP n'a pas été définie; dans les faits, jusqu'ici, au moins une réunion est organisée chaque année entre les managers des ESOP. Les échanges de pratiques entre les managers se font à l'occasion d'ateliers de formation ou de réflexion autour d'un sujet précis lié à la vie des ESOP. En 2014, l'ensemble des managers des ESOP du Togo et du Bénin ont été réunis à l'occasion d'un atelier qui s'est tenu à Sokodé sur la clarification du rôle et du positionnement des parties prenantes du dispositif ESOP. Les échanges de pratiques ou d'expériences se font cependant continuellement de manière informelle entre les ESOP.

A l'avenir, à défaut d'une stratégie formelle assortie de plan d'actions, davantage d'effort sera fait du moins pour la tenue de réunions spécifiquement dédiées au partage des savoirs et des pratiques.

d) <u>Mettre en œuvre une véritable démarche d'amélioration de la qualité (au niveau des processus d'installation des ESOP et du produit)</u>

En 2014, de nouvelles enquêtes de satisfaction des clients ont été réalisées : il en ressort que la qualité du riz reste à améliorer sur le plan du tri, du calibrage, de l'emballage et de la fumigation. Par ailleurs une réunion entre le RESOP et les ESOP a été organisée en 2014au Togo sur la question de la qualité du riz Délice. Le processus d'acquisition d'une trieuse optique au profit des ESOP du Bénin pour améliorer la qualité du riz Délice a été enclenché. Le fournisseur a été identifié. La trieuse optique sera livrée au premier semestre 2015.

L'amélioration de la qualité des produits des ESOP a été débattue tout au long de l'année 2014 à l'occasion des réunions de pilotage entre les équipes terrain et la direction générale. Les conclusions-orientations majeures des réflexions autour de la question sont les suivantes : (i) la mise en œuvre d'actions pilotes avec les ESOP les plus engagées et disposées à améliorer la qualité de leurs produits, (ii) la localisation de la fonction du contrôle de la qualité au niveau du RESOP (recrutement d'un spécialiste du contrôle de la qualité, etc.), (iii) la définition et la validation d'un système de sanctions (bonus-malus) incitatif au respect des cahiers de charges et de la charte Délice.

3.1.4. Valoriser les acquis

a) Adapter le statut juridique à l'évolution des entreprises et aux nouvelles à créer

L'évolution du statut juridique de SARL en SA envisagée avec l'ESOP Soja Nyo n'a pas pu être réalisée en 2014du fait des mauvaises performances de l'ESOP et surtout du retard accusé aussi bien dans l'identification d'actionnaires privés que dans la formalisation du CRESA. Un plan de restructuration est défini et sera la base de l'évolution de la gouvernance et du statut juridique de Soja Nyo en 2015.

b) <u>Mettre en place de nouvelles ESOP sur une démarche entrepreneuriale</u> RAS.

c) <u>Diversifier les partenariats financiers pour démultiplier la démarche ESOP</u>

La démultiplication de la démarche ESOP démarrée en 2013 a été poursuivie en 2014 grâce aux partenariats financiers négociés avec la Banque Mondiale dans le cadre des programmes du PASA et du PPAAO/WAAPP au Togo et du PADA au Bénin. Le nombre d'ESOP promues RESOP y compris est passé de 19 en 2009 à 53 en 2014 (soit une augmentation relative de 180 %).

d) Diversifier les filières dans le cadre de la création des ESOP

Dans le cadre des nouveaux partenariats en cours, de nouvelles filières comme l'ananas, l'arachide, le manioc, le miel, l'huile de soja, les semences de maïs et la viande de petits ruminants sont promues. Les opérations tests de production sur ces différentes filières ont été conduites en 2014 et des implantations d'ESOP prévues pour le courant de l'année 2015.

e) Autres systèmes d'accès au marché

Pas d'évolution par rapport à 2013.

f) Promouvoir l'élevage familial par une logique économique

A la suite d'une étude de faisabilité réalisée en 2010 avec l'appui de l'AIDR, ETD a décidé de valoriser les expériences acquises en matière de promotion d'ESOP dans le sous secteur de l'élevage. Les trois ESOP viandes lancées en 2013 sont accompagnées en 2014 et ont permis de toucher 576 éleveurs d'ovins et caprins dans les préfectures de Blitta, Ogou et Haho. Les investissements initiaux seront réalisés courant 2015 par ETD sur fonds de projet et les premières transformations auront lieu au troisième trimestre 2015.

3.2. S'impliquer de manière innovante dans le secteur de la décentralisation et du développement économique local

L'implication de ETD de manière innovante dans le secteur de la décentralisation et du développement économique local tient aux faits majeurs suivants : (i) la définition et la validation du positionnement de ETD en Conseil d'Administration en 2010 (essentiellement développement économique local mais aussi gouvernance locale au Togo en raison de la non-effectivité de la décentralisation au Togo), (ii) la participation à la formulation et à la mise en œuvre de deux programmes triennaux, le PAGLOC et le PRCP dont les premières phases ont été exécutées entre 2011 et 2013, (iii) la clôture du PAGLOC par ETD en 2013 sans

assistance technique permanente, (iv) la mobilisation de fonds pour l'exécution de certaines actions comme l'ADGE sans l'appui du CIDR, (v) la fidélisation de l'Union Européenne avec un deuxième projet financé pour la période de 2014 à 2016, le PAGED, (vi) le caractère inédit du PRCP, premier et unique programme de développement agricole conduit sous maîtrise d'ouvrage d'une collectivité locale dans le contexte togolais.

3.3. Adapter la structure aux plans de la gouvernance et opérationnel, à la stratégie de croissance maîtrisée de ETD

3.3.1 Adapter la structure opérationnelle

Les deux départements techniques de ETD sont opérationnels avec deux cadres chargés essentiellement de superviser et d'apporter des appuis techniques et méthodologiques aux équipes de terrain. Le Directeur Général s'investit très peu dans l'opérationnel et s'emploi véritablement aux activités de réseautage, de mobilisation de ressources et de management global de l'organisation. Les dispositifs de suivi évaluation, de formation et management des connaissances sont opérationnels, ainsi que le service de communication. Avec l'augmentation des volumes d'activités, de nouveaux recrutements ont été réalisés en 2014. Au total, 05 nouveaux employés ont été recrutés en 2014, portant l'effectif total du personnel à 72.

Par ailleurs, (i) la tenue régulière des réunions trimestrielles de pilotage entre les équipes projets et la Direction Générale et des réunions mensuelles de programmation, (ii) le déploiement du logiciel de gestion comptable et financière QUICKBOOKS, (iii) la tenue de quelques visites d'appui technique et méthodologique aux équipes terrain par la direction générale enregistrés en 2014 ont sensiblement contribué à l'amélioration de l'efficacité de la structure opérationnelle de gestion des activités. En effet, avec ces actions, les activités ont été mieux pilotées et les rapports produits en temps opportun, renforçant ainsi les capacités de reddition de compte de la structure et la confiance des partenaires. La qualité du système de gestion comptable et financière de ETD permettant de faire des comptes rendus à date en toute transparence a été encore reconnue et soulignée par plusieurs auditeurs et partenaires.

Il ressort tout de même des insuffisances dans les appuis techniques apportés aux équipes de terrain : le nombre de missions terrain organisées par les chargés de département reste très limité au regard de leurs charges de travail.

3.3.2. Adapter la structure de gouvernance

En prélude au renouvellement du Conseil d'administration dont le mandat est arrivé à terme, de nouveaux contacts ont été pris avec quelques personnes ressources en vue de la recomposition du Conseil d'administration. Quarte personnes ont été identifiées pour rejoindre l'organisation en 2015.

3.4. S'ouvrir à de nouveaux partenariats techniques et institutionnels afin de participer plus activement aux réflexions sur les politiques publiques

3.4.1. Développer des partenariats avec d'autres opérateurs

Les différents partenariats noués par ETD, notamment : (i) le partenariat institutionnel avec le CIDR, (ii) le partenariat institutionnel avec les ministères en charge de l'agriculture au Togo

et au Bénin, (iii) les partenariats institutionnels avec les quatre collectivités locales appuyées au Togo, (iv) les partenariats financiers avec Pain pour Le Monde – Service Protestant de développement, GeTM, l'UE, le CFSI et la Fondation de France, le Conseil général des Yvelines, le SCAC, (v) les partenariats avec d'autres opérateurs (APROGESTER TOGO, Consortium des ONG prestataires du PADAT dans la région des Plateaux) ont été renforcés en 2014.

De nouveaux partenariats ont été développés en 2014, notamment avec (i) l'Université de Lomé et l'Université d'Abomey-Calavi pour la construction d'une méthodologie d'étude des impacts des ESOP, et (ii) Acting For Life, une ONG française, pour la mise en œuvre du PAPEBA au Togo (région des Plateaux et région Centrale).

Au plan institutionnel, le CIDR et les Ministère en charge de l'agriculture au Togo et au Bénin ont été les principaux partenaires de ETD. Au plan financier, Pain pour Le Monde, l'AFD (via le CIDR), GeTM, l'UE et la Banque mondiale (à travers le PASA et le PPAAO au Togo) ont été les plus gros contributeurs d'ETD en 2014.

3.4.2. Initier et développer une démarche de management des connaissances

Le management des connaissances est une fonction internalisée à ETD. La capitalisation méthodologique ainsi que le partage de savoir faire sont désormais une action transversale intégrée à chaque programme et projet.

En 2014, comme en 2013, les progrès réalisés en matière de management des connaissances se sont concentrés portent essentiellement sur le processus métier « appui aux collectivités locales ». Un nouveau programme de capitalisation méthodologique de la démarche mise en œuvre dans le cadre du PAGLDD, a été défini, avec pour livrable la production d'un manuel méthodologique sur l'élaboration des stratégies préfectorales de développement durable et de quatre fiches pratiques relatives aux trois fonctions d'appui aux collectivités (animation territoriale et planification du développement, finance locale et la maîtrise d'ouvrage.

Un projet spécifique de capitalisation des savoirs issus du PAGLOC a été négocié avec GeTM.

A l'opposé, aucun progrès notable n'a été enregistré sur le processus métier « *création et accompagnement d'ESOP* ». Et pourtant, la demande de support de capitalisation qui expose la démarche méthodologique de création et de promotion des ESOP, les résultats obtenus et les difficultés rencontrées est grande et insatisfaite.

3.5. Mettre en œuvre une dynamique de communication externe (bailleurs de fonds, ONG) et s'impliquer dans des réseaux d'acteurs des sociétés civiles béninoise et togolaise

3.5.1. Elaborer une stratégie de communication en direction des ESOP et des partenaires

Pour rappel, le processus d'élaboration de la stratégie de communication de ETD, enclenché en 2012, a abouti à la définition d'orientations et de principes directeurs devant régir la communication de ETD. Il s'agit notamment de : (i) axer la communication de ETD sur ses différents programmes et projets, (ii) assurer la visibilité des différents financements reçus, (iii) assurer la visibilité des différents partenaires institutionnels et financiers associés aux différents programmes et projets, (iv) faire de la communication un outil de reddition de

compte (en donnant la parole aux groupes cibles et bénéficiaires finaux des programmes et projets) plutôt qu'un outil de promotion de ETD.

Conformément à ces orientations et principes directeurs, en 2014, afin d'assurer la promotion des produits des ESOP, un plan de promotion des produits ESOP a été élaboré et mis en œuvre. Les actions de communication réalisées en 2014 dans le cadre du plan de promotion des produits des ESOP sont les suivantes : (i) la réalisation d'une nouvelle charte graphique pour le riz étuvé (VITABRUN), (ii) la diffusion des spots publicitaires sur le riz Délice, (iii) la participation aux foires et au forum du paysan togolais.

3.5.2. Produire les outils / supports et les diffuser

Divers supports (kakemonos, prospectus, calendriers et agendas) ont été produits et valorisés pour renforcer la visibilité de ETD en 2014. Le site internet de ETD a été régulièrement animé avec diffusion d'informations relatives aux différentes activités réalisées tant au plan technique qu'organisationnel. Deux films documentaires ont été diffusés en 2014, à savoir : (i) un film documentaire de 26 minutes sur les résultats et acquis du Projet Vo, (ii) un film documentaire de 26 minutes sur les résultats et impacts du programme DIAAF (ESOP Togo et Bénin).

3.5.3. Présenter le POS 2010 – 2014 à une large palette de partenaires au Bénin et au Togo Sans objet : action jugée non opportune.

3.5.4. S'impliquer dans des réseaux d'acteurs des sociétés civiles togolaise et béninoise

ETD a occupé en 2014 le poste de Trésorier Général au Conseil d'Administration de l'association APRO-GESTER au Togo et du LCDF au Bénin. ETD a par ailleurs assuré la coordination de la plateforme de l'AIDR au Togo. Par ailleurs, la demande d'adhésion de ETD à la FONGTO (une des faîtières nationales d'ONG) a été soumise pour approbation.

4. Bilan sommaire d'exécution du POS 2010-2014

Les tableaux de bord ci-après illustrent les progrès réalisés dans l'exécution du POS 2010 - 2014.

Tableau 3: Tableau de bord de suivi des indicateurs des objectifs globaux du POS 2010 - 2014

Objectifs globaux visés	Réalisé	Analyse des écarts,
		commentaire
Contribuer à la réduction de la vulnérabilité des populations vivant en milieu rural	15 923 producteurs touchés Revenu brut moyen distribué par producteur = environ 82 208 F CFA. 15 PDT élaborés et mis en œuvre	
Contribuer à l'amélioration des politiques sectorielles en matière d'appui à l'agriculture et au développement économique local	Démarche ESOP retenue dans le cadre de la politique nationale de développement agricole du Togo. Démarche de planification territoriale de ETD retenue au plan national pour l'ensemble des collectivités locales.	

Tableau 4 : Tableau de bord de suivi des indicateurs de l'objectif spécifique du POS 2010 - 2014

Objectif spécifique visé	Réalisé	Analyse des écarts, commentaire
A L'horizon 2014, créer au moins deux (2) milliards de FCFA de richesse à travers la Promotion de Systèmes d'Accès au Marché viable et le Développement Economique et Local à répartir entre des acteurs économiques vivant en milieu rural	Montant cumulé des montants injectés en milieu rural (achats de matière premières) par l'ensemble ESOP entre 2010 et 2014 = 3 782 000 000 F CFA	

Tableau 5 : Tableau de bord de suivi des indicateurs du résultat 1 du POS 2010 - 2014

Prévu	Réalisé	Analyse des écarts, commentaire
Résultat 1 : Les acquis méthodologiques et marchés sont validés, capitalisés et valorisé.	riculture familiale par l'accès aux	
Une charte est définie et précise le rôle et le positionnement de chaque acteur dans le système ESOP	Une charte ESOP précisant le rôle et le positionnement de chaque acteur dans le système ESOP est définie	
Un réseau de 50 systèmes d'accès aux marchés (ESOP et autres) est constitué	53 ESOP sont promues à fin 2014	
15 000 producteurs sont touchés	15 923 producteurs touchés par les ESOP en 2014	Sans compter les producteurs touchés par le Projet CCR-B, le PRCP-Blitta, le PAGLOC, le PAGLDD, le PAGDA, le PADAT)
10 nouvelles ESOP sont promues dont 3 sur une démarche entrepreneuriale et le coût de mise en place a diminué de 10%	34 nouvelles ESOP promues par rapport à 2009	
Au moins 2 nouvelles filières sont promues	Sept nouvelles filières sont promues (ananas, miel, provende, viande, semences maïs, farines de manioc, arachide)	
Plus de 80% des ESOP ont accès au crédit des IMF et banques pour un montant cumulé de 2 milliards de FCFA à l'horizon 2014	Toutes les ESOP ont accès au crédit auprès des IMF au Togo et au Bénin) 974,1 millions au Togo 2013	
En 2014, toutes les ESOP en année 5 couvrent leurs besoins de financement par les fonds propres à hauteur 30%	Seule l'ESOP Sojanyo couvre ses besoins de financement à 35% par les fonds propres	
Un répertoire d'outils méthodologiques et documents de référence existe	Au moins 38 documents de KM sont élaborés dont huit diffusés sur UNGANA (cinq sur le métier « promotion des ESOP » et trois sur le métier « accompagnement des collectivités locales »)	Au moins 28 documents de KM élaborés sur le métier « promotion des ESOP » et 10 documents sur le métier « accompagnement des collectivités locales »
Une démarche qualité existe et implique les principaux cadres d'ETD et le personnel des ESOP	Démarche qualité opérationnelle ; 10 nouveaux documents de KM sont élaborés dont deux diffusés sur le plan national au Togo et sur UNGANA (métier appui aux collectivités locales)	

Tableau 6 : Tableau de bord de suivi des indicateurs du résultat 2 du POS 2010 - 2014

Prévu Réalisé		Analyse des écarts, commentaire
Résultat 2 : ETD s'est impliquée de man économique local	ntralisation et du développement	
3 partenariats techniques sont mis en œuvre avec des intervenants spécialisés (CIDR, INADES Formation, Maison des collectivités locales, GIC Collines, APIDA)	Deux programmes sont définis et mis en œuvre respectivement dans le Haho et Moyen Mono et à Blitta (Togo) en partenariat avec le CIDR et le Conseil Général des Yvelines (France). Quatre partenariats sont conclus avec les quatre collectivités concernées	
2 cadres sont formés et maitrisent le domaine de compétence	Les compétences nécessaires à l'appui à la gouvernance locale et à la planification territoriale sont acquises par ETD à travers la formation de 6 animateurs de territoires, un coordonnateur et deux chargés d'appui en maîtrise d'ouvrage et en mobilisation des finances locales.	
Il existe un document programme 2013 - 2016	Un nouveau programme 2014 – 2016 est rédigé et soumis à deux bailleurs de fonds (AFD et UE).	
Les financements sont mobilisés	Les financements de l'AFD, de l'UE, de GeTM ont été mobilisés pour la mise en œuvre du PAGLOC et du PAGLDD. Les financements du CG Yvelines, du CFSI ont été mobilisés pour la mise en œuvre du PRCP et du PAGDA.	

Tableau 7 : Tableau de bord de suivi des indicateurs du résultat 3 du POS 2010 - 2014

Prévu	Réalisé	Analyse des écarts, commentaire
Résultat 3 : La structure organisationnelle d	l d'ETD est adaptée à sa stratégie de croissanc	e maîtrisée
Le directeur passe 50% de son temps sur l'opérationnel (20% sur ESOP et 30% sur les autres dont les nouveaux systèmes AMAF et DDEL), 10% sur la gouvernance, 20% pour les relations extérieures et 20% pour les affaires administratives	Actuellement le directeur passe moins de 30% de son temps dans l'opérationnel sur AMAF	
Deux départements (AMAF et DDEL) sont constitués et opérationnels	Deux départements opérationnels : AMAF et DDEL	
Le budget de formation représente 5 à 10% des frais de structure	Le budget annuel de formation représente 14% des frais de structure	
Un manuel de procédures est disponible et appliqué	Un manuel de procédures est défini et soumis au CA.	
Un SIG est mis en place et opérationnel	Le logiciel de gestion financière Quick Books est installé et opérationnel.	
Le CA est élargi (nombre et profil) et les textes sont modifiés	Deux nouveaux membres ont adhéré au Conseil d'Administration.	Un ingénieur agropédologue et un Agroéconomiste ont adhéré au Conseil d'Administration

Tableau 8 : Tableau de bord de suivi des indicateurs du résultat 4 du POS 2010 – 2014

Prévu	Réalisé	Analyse des écarts, commentaire
Résultat 4: ETD a construit de nouveaux réflexions sur les politiques publiques	x partenariats techniques et institutionnels	et participe plus activement aux
ETD collabore avec 6 partenaires techniques dont 3 dans le domaine de la décentralisation (CIDR, INADES Formation, GIC), 3 dans le domaine de l'AMAF (programmes sous maitrise d'ouvrage du MAEP, GERES, RAFIA, CG Yvelines) à l'horizon 2014	 ETD a collaboré avec : le CIDR, INADES, ODETA sur la décentralisation RAFIA, GERES, AVSF sur AMAF 6 prestations signées (PADAT, GERES, PPAAO, PASA, PNADE, PADA) 	
ETD a travaillé avec des universités sur au moins deux sujets de recherches	ETD a travaillé avec au moins trois Universités sur des sujets de rechercheaction: SupAgro Montpellier (capitalisation ESOP), Université de Lomé et Université d'Abomey-Calavi (méthodologie étude d'impact ESOP).	ETD a par ailleurs accueilli en stage des étudiants de l'Université de l'Idaho des Etats-Unis. Les discussions se poursuivent pour la conclusion d'un partenariat formel.
Au moins 1 contrat de prestation est signé par an	Au moins 2 contrats de prestations sont exécutés par an depuis 2011 (PADAT, GERES, PASA, PADA, PPAAO, PNADE, etc.)	
3 ateliers de formation organisés à l'horizon 2014	Au moins 4 ateliers de formation ont été organisés entre 2011 et 2014 en collaboration avec l'AIDR (management des connaissances, management de projet, management d'équipe)	
ETD a participé à 3 ateliers pour l'élaboration de politique sectorielle	ETD a participé à plus de 3 ateliers d'élaboration de politique sectorielle	

Tableau 9 : Tableau de bord de suivi des indicateurs du résultat 5 du POS 2010 - 2014

Prévu	Réalisé	Analyse des écarts, commentaire
Résultat 5 : ETD a mis en œuvre une strat des sociétés civiles béninoise et togolaise	tégie de communication externe et s'est imp	liquée dans des réseaux d'acteurs
1 document de stratégie de communication est élaboré	Elaboration du document de stratégie enclenchée mais suspendue.	
Les supports de communication média et hors média (1 site web ETD, 1 film documentaire par pays, plaquette, prospectus, calendrier, agenda, gadgets) sont produits et diffusés	Un site web créé Des calendriers et agendas produits par an	
2 ateliers de présentation de POS sont organisés au Togo et au Bénin	-	Atelier de présentation du POS jugé non opportun à la suite du bouclage du financement du POS dès 2010.
2 séminaires d'information sont organisés sur les résultats des activités de ETD à mi parcours	Diffusion des résultats des activités de ETD à travers le site web et à l'occasion de diverses réunions (MAEP, AIDR, Fora nationaux et internationaux, etc.)	
ETD participe aux réunions des réseaux et est présente dans les instances dirigeantes	ETD a été membre de LCDF au Bénin ETD est membre de APROGESTER - TOGO ETD est membre de l'AIDR et du	ETD a soumis sa demande d'adhésion à la FONGTO

consortium des ONG de PADAT dans les	
Plateaux au Togo	
Le directeur de ETD est administrateur du	
CIDR, de l'AIDR et du CDEL	

Le bilan d'exécution du POS est satisfaisant. Le taux d'exécution du POS 2010 - 2014 à la date du 31 décembre 2014 est estimée à 91 %.La Figure 2ci-après présente le niveau global d'atteinte des cinq résultats du POS 2010-2014.

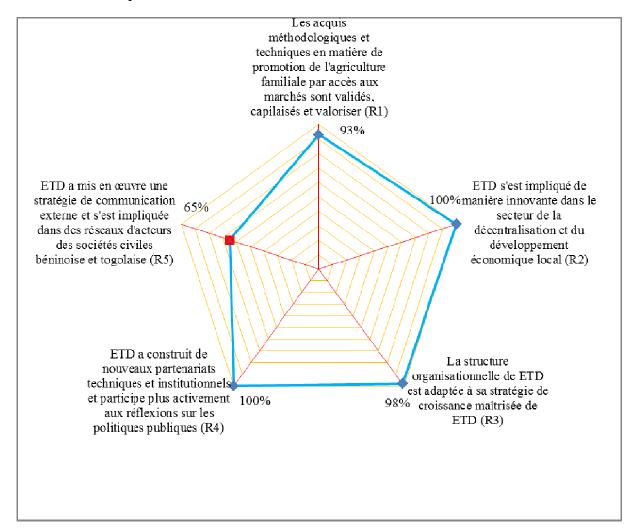


Figure 2 : Niveau de réalisation des résultats du POS 2010-2014

II. Programme d'activités 2015 par département

1. Accès aux marchés pour l'agriculture familiale

Sur la thématique de l'accès au marché pour l'agriculture familiale, les activités de l'année 2015 s'articuleront autour de : (i) la consolidation des 51 ESOP accompagnées en 2014, (ii) la consolidation des deux RESOP et la formalisation du RESOP Cotonou, (iii) la création de 03 nouvelles ESOP (deux sur l'ananas et une sur les semences soja) au Togo, (iv) la mise en œuvre d'une stratégie et des actions de communication pour la commercialisation des produits des ESOP, (v) l'appui-accompagnement de 6 OBC de six localités dans les préfecture de Vo et du Lac en vue du renforcement des dispositifs locaux de protection de l'enfant dans un

contexte de mobilité, (vi) l'appui-conseil formatif de proximité à 6 OP et 3 groupes de producteurs maraîchers individuels dans 10 localités de la préfecture de Vo au Togo. Pour ce faire, le département AMAF, consacrera l'année 2015 :

- a) achèvement des programmes de consolidation des plates formes nationales de promotion et de diffusion des ESOP au Togo et au Bénin et de mobilité mis en œuvre avec Terre des Hommes;
- b) à la poursuite des actions des contrats de prestations sur le PASA et le PPAAO au Togo et sur le PADA au Bénin ;
- c) à la poursuite de la mise en œuvre du PADAT dans la région des Plateaux, précisément dans la sous-zone Amou-Ogou-Kpélé;
- d) à la poursuite du projet de consolidation d'un réseau d'entreprises agroalimentaires pour des revenus durables aux producteurs au Bénin (CREA);
- e) à la poursuite du projet de promotion de l'agroalimentaire et de gouvernance locale au Togo (PAGoL),
- f) au bouclage du projet de promotion de la production maraichère dans la préfecture de Vo (PPMPVo),
- g) à la formulation de nouveaux projets/programmes et au renouvellement des projets clôturés,
- h) à la participation à la formulation du nouveau POS de ETD.

Tableau 10 : Cadre de suivi des performances clés du département AMAF au titre de l'année2015

Indicateur	Valeur à fin 2014	Cible attendue à fin 2015
Nombre de producteurs touchés	15 923	20 000
Quantité de produits traités (tonnes)	3 540	5 000
Montant des achats de matières premières (millions de F CFA)	1 509	2 000
Nombre d'emplois permanents créés par les ESOP	164	175
Equivalents emplois nets créés par an par les ESOP	3 921	5 000

2. Décentralisation et Développement économique local

En matière de décentralisation et de développement économique local, les activités de 2015 s'articuleront autour (i) de la définition et de la mise en œuvre de plans réalistes d'amélioration des finances locales de trois conseil de préfecture basé notamment sur une meilleure taxation des activités directes et indirectes dans le secteur agricole,(ii) de l'appui à la gouvernance locale et aux dynamiques de territoires dans 3 collectivités locales (Conseils de préfecture de Haho, du Moyen-Mono et de Blitta et la Commune de Notsé) à travers la planification concertée du développement de leurs territoires, la maîtrise d'ouvrage et la mobilisation des ressources locales, (iv) de l'appui-accompagnement d'une collectivité locale (Conseil de préfecture de Blitta) dans la maîtrise d'ouvrage d'un programme de développement agricole, (v) de la facilitation de deux (02) débats informés des acteurs clefs de la filière du bétail, et de (vi) de l'aménagement des pistes et espaces pastoraux pour une transhumance sécurisées de bétails.

Pour ce faire, le département DDEL consacrera l'année 2015 :

- a) à la mise en croisière :
 - 1. du programme d'appui à la gouvernance locale et développement durable (PAGL2D/PAGEA/PAGED) dans les préfectures du Moyen-Mono et du HAHO;
 - 2. du projet d'appui à la gouvernance concertée pour le développement agricole dans la préfecture de Blitta (PAGDA) ;
 - 3. du projet d'appui à la préservation des écosystèmes et de la biodiversité grâce à l'agropastoralisme (PAPEBA).
- b) à la participation à la formulation du nouveau POS de ETD;
- c) à la formulation de nouveaux projets;
- d) à la définition et à la mise en œuvre de curricula précis de formations en matière d'appui aux collectivités locales.

Tableau 11 : Cadre de suivi des performances clés du département DDEL au titre de l'année 2015

Indicateur	Valeur à fin 2014	Cible attendue à fin 2015
Nombre de cadres de concertation régulièrement animés	20	20
Nombre d'usagers des infrastructures et ouvrages réalisés	25 000	30 000
Nombre de bénéficiaires des initiatives locales soutenues	4 211	5 000
Nombre de marchés passés par an par les collectivités appuyées	14	4

En outre, les deux départements techniques animeront sous la supervision de la Direction Générale la veille sur les nouvelles opportunités de financements et de partenariats.

3. Gouvernance et pilotage stratégique

Au plan de la gouvernance et du pilotage stratégique, les grands chantiers de 2015 de ETD sont : (i) l'élaboration et validation de son nouveau plan d'orientation stratégique (2016-2020), (ii) le renouvellement du Conseil d'Administration, (iii) le lancement des travaux de construction du siège de ETD à Lomé, (iv) la promotion d'un fonds de capital investissement pour le développement des ESOP, (v) le renouvellement d'au moins trois anciens projets et la formulation de nouveaux programmes / projets, (vi) la participation aux sessions et activités de l'AIDR, (vii) la recherche de financements privés pour la diversification des partenariats.

Tableau 12 : Cadre de suivi des performances clés de ETD au titre de l'année 2015

Indicateur	Valeur à fin 2014	Cible attendue à fin 2015	Taux de progression (%)
Nombre total de bénéficiaires directs	40 000	50 000	+25 %
Equivalents emplois nets créés par an par les ESOP en milieu rural et semi-urbain	3 921	5 000	+27,52 %
Richesse créée par an en milieu rural et semi-urbain (millions de F CFA)	1 800	2 000	+11,11%
Nombre de propositions et d'outils retenus dans les politiques publiques au Togo et au Bénin	2	2	-
Budget annuel exécuté ou chiffre d'affaire (millions de F CFA)	908	897	-1,21 %

III. Annexes : identification des programmes et projets

Tableau 13 : Fiche synthétique du Contrat PASA

Intitulé et acronyme						
« Projet d'Appui au Secteur Agricole » (PASA)						
Référence contrat Durée totale Date		Date début		Date fin	Financement	
N°016/2012/MAEP/SG/PASA/SPM	5 ans	2012		2017	Banque mondiale via MAEP Togo	
Maîtrise d'ouvrage : MAEP Togo			Maîtrise d'œuvre : ETD (prestataire)			
Montant: 727 888 400 F CFA soit1 112 977						
euros TTC			Partenaires: MAEP Togo, COD PASA			

Zones d'intervention de ETD

Togo, toutes les 5 régions : Maritime, Plateaux, Centrale, Kara et Savanes

Bénéficiaires finaux et/ou groupes cibles

Petits producteurs de riz, de maïs, de soja, d'ananas, etc.

Ressources impliquées (localisation et composition de l'équipe projet)

Togo (Atakpamé) : Chef projet + 03 Conseillers agricoles + 04 Conseillers en gestion + 01 Conseillère en commercialisation + 01 Comptable + 01 Chauffeur + 01 Gardien + 01 CT/CIDR

Objectifs spécifiques

L'objectif de développement du PASA est de renforcer les capacités productives des bénéficiaires du projet au sein des filières sélectionnées et de promouvoir un environnement (public et privé) capable d'accompagner le développement du secteur agricole (au sens large).

Résultats attendus de ETD

Le mandat de ETD sur le PASA consiste à mettre en place 20 ESOP dont 10 sur la filière riz et 10 sur d'autres filières (maïs, fruits, etc.) et à accompagner la rizerie de Kara.

Réalisations majeures de l'année 2014

Dix huit ESOP sont lancées sur 20 prévues (10 sur la filière riz, 4 sur la filière soja, 2 sur le miel, 1 sur l'arachide et 1 sur le manioc) avec 8 600 producteurs touchés dont 3 557 femmes regroupés dans 636 OP ayant signé des contrats de production avec les 18 ESOP. 2 504 tonnes de matières premières constituées pour 16 ESOP (1 601 tonnes de riz, et 883 tonnes de soja, 16 tonnes d'arachide et 2600 litres de miel).395 millions de F CFA de chiffre d'affaire réalisé au cours de l'année. Diagnostic de la rizerie de Kara réalisé.

Références

Ayao D. MIDEKOR, Coordonnateur Opérationnel Délégué du PASA. Tél.: (+228) 90 04 06 51. Courriel: midekor@yahoo.fr

Commentaire et autres informations pertinentes

Le contrat avec le PASA cofinance le Programme ESOP TOGO.

Tableau 14: Fiche synthétique du contrat PPAAO

Intitulé et acronyme							
« Programme de Productivité Agricole en Afrique de l'Ouest – Projet Togo » (PPAAO - Togo)							
Référence contrat	Durée totale	Date début	Date fin	Financement			
N°015/2012/MAEP/SG/PPAAO/SPM/PRMP	4 ans	2012	2016	Banque mondiale via MAEP Togo			

Maîtrise d'ouvrage : MAEP TogoMaîtrise d'œuvre : ETD (prestataire)Montant : 158 749 075 F CFA soit 242 365euros TTCPartenaires : MAEP Togo, COD PPAAO

Zones d'intervention de ETD

Togo, régions des Plateaux, Centrale et des Savanes

Bénéficiaires finaux et/ou groupes cibles

Producteurs semenciers de maïs et de riz, éleveurs d'ovins et caprins

Ressources impliquées (localisation et composition de l'équipe projet)

Togo: Chef projet (Lomé) + 01 Assistant (Atakpamé) + 03 Chargés de suivi des éleveurs

Objectifs spécifiques

Le PPAAO- Togo vise spécifiquement à : (i) générer, adapter et diffuser un panel de technologies améliorées de production durable des principaux produits végétaux (maïs et riz) et des produits animaux (volailles et petits ruminants) ; (ii) améliorer l'efficience et la performance de la recherche agricole par le renforcement des capacités des institutions de recherche agricole dans les domaines techniques, administratif, financier et de la planification ; (iii) et renforcer l'efficacité, la performance et la pérennité des services de vulgarisation agricole pour les rendre opérationnel.

Résultats attendus de ETD

Le mandat de ETD sur le PPAAO consiste à mettre en place 6 ESOP dont trois sur les semences (01 ESOP riz et 02 ESOP maïs) et trois autres sur la transformation de la viande (facilitation de l'accès au matériel génétique amélioré aux producteurs) avec (i) 15 groupes de 10 éleveurs à encadrer dans chaque zone de production soit 150 éleveurs par zone en année 1 pour atteindre 1200 éleveurs à partir de la cinquième année dans le domaine de l'élevage et 10 groupes de 100 producteurs de semence de maïs et 6 groupes de 60 producteurs de semence de riz dans le domaine de la production végétale, (ii) l'ensemble des acteurs (éleveurs, semenciers et personnel des futures ESOP) à identifier, (iii) les plans d'affaire des ESOP à élaborer, (iv) les conventions d'appuis entre ETD et les ESOP signées et exécutées.

Réalisations majeures de l'année 2014

511 éleveurs (dont 165 femmes) et 57 promoteurs d'élevage sont formés sur le système de production rationnel de petits ruminants. 241 BTA réalisées dont 91 n'ont pas encore de portes. Plan de l'abattoir de l'ESOP viande Notsè conçu avec l'appui de la Direction de l'Elevage ; unité de l'ESOP viande Notsè aménagée avec chambre froide. 29 géniteurs distribués à 29 éleveurs dont 8 femmes. 594 ovin-caprin recensés (261 ovins et 195 caprins) auprès de 259 éleveurs dont 76 femmes pour le démarrage de la transformation. 39 responsables de tontines dont deux femmes formés. 153,622 tonnes de maïs collectées et 37,182 tonnes de riz collectées et vendues. Accompagnement des 3 ESOP conformément au plan d'appui prévu. Visites techniques 1, 2 et 3dans tous les champs semenciers.

Références

Dr ADOU-RAHIM Alimi, Coordonnateur Opérationnel Délégué du PPAAO, volet Togo.

Tél.: (+228) 90 18 77 69. Courriel: adourahima@gmail.com

Commentaire et autres informations pertinentes

Le contrat avec le PPAAO cofinance le Programme ESOP TOGO.

Tableau 15 : Fiche synthétique du Projet SRI/PPAAO

Intitulé et acronyme								
« Promotion et diffusion du Système de Riziculture Intensive (SRI) dans les systèmes de production								
agricole au Togo »								
Référence contrat	Durée totale	Date début	Date fin	Financement				
-	3 ans	2014	2016	Banque mondiale via MAEP Togo				

Maîtrise d'ouvrage : MAEP Togo

Maîtrise d'œuvre : Consortium ETD-GRAPHE-ICAT-ITRA)

Montant : 122 485 000 F CFA soit 187 000

euros Partenaires: MAEP Togo, COD PPAAO

Zones d'intervention de ETD

Togo, toutes les 5 régions : Maritime, Plateaux, Centrale, Kara et Savanes.

Bénéficiaires finaux et/ou groupes cibles

7000 riziculteurs togolais sur 832,5 hectares repartis sur l'ensemble du territoire national

Ressources impliquées (localisation et composition de l'équipe projet)

Togo: Chef projet (Atakpamé) + 02 Assistants (Atakpamé) + 13 Chargés de suivi des producteurs

Objectifs spécifiques

L'action vise à accroitre les rendements d'au moins 30% et baisser les couts de production de 20% par la vulgarisation du Système de Riziculture Intensive au Togo à travers une méthodologie de recherche adaptative et de recherche-action.

Résultats attendus de ETD

R1: un consortium des acteurs de la mise en œuvre du SRI est opérationnel au niveau national.

<u>R2</u>: le pack technologique SRI est éprouvé dans plusieurs agro-écologies majeures du Togo. <u>**R3**</u>: Des producteurs de riz ont adopté le système de riziculture intensive comme mode de production.

<u>R4</u>: Un système de communication est mis en place et permet de capitaliser et de diffuser la démarche.

Réalisation majeurs de l'année 2014

Formation des formateurs organisée par ETD à l'intention de 12 CSP de 12 différentes ESOP riz sur les 14 CSP convoqués. 430 producteurs sur 500 prévus, formés par 13 CSP de 13 ESOP sur comment cultiver le riz en se basant sur les pratiques SRI. Suivi des parcelles par les CSP à travers les visites techniques et par le responsable de la thématique SRI et les deux autres conseillers agricoles ETD lors des missions d'appui dans les ESOP.

Sur les 170 producteurs ayant mis en place des parcelles SRI, 56 ont conduit jusqu'à terme leur parcelle.

Références

Dr ADOU-RAHIM Alimi, Coordonnateur Opérationnel Délégué du PPAAO, volet Togo. Tél. : (+228) 90 18 77 69. Courriel : <u>adourahima@gmail.com</u>

Commentaire et autres informations pertinentes

Contrat non encore signé. Viendra en cofinancement du Programme ESOP TOGO.

Tableau 16 : Fiche synthétique du PADAT

Intitulé et acronyme						
« Projet d'appui au développement agricole au Togo » (PADAT)						
Référence contrat	Durée totale	Date début		Date fin	Financement	
-	6 ans	2011		2016	FIDA, GAFSP, BOAD	
Maîtrise d'ouvrage : MAEP	Maîtrise d'ouvrage : MAEP Togo			Maîtrise d'œuvre : ETD (prestataire)		
Montant (indicatif): 950 000 000 F CFA soit			Partenaires: MAEP Togo, COD, COR/PADAT,			
			ONG G	RED, ODIA	E et UAR, ICAT, DAER, OP	

Zones d'intervention de ETD

Région des Plateaux, sous-zone Amou-Ogou-Kpélé, Togo

Bénéficiaires finaux et/ou groupes cibles

Petits producteurs, individuels ou regroupés, exploitant 0,50 ha en moyenne, particulièrement les femmes et les jeunes vulnérables, avec de faibles rendements et niveaux de productivité et de compétitivité.

Ressources impliquées (localisation et composition de l'équipe projet)

Togo (Atakpamé) : Chef projet + 04 Assistants

Objectifs spécifiques

- (i) Améliorer la productivité des petites exploitations agricoles ciblées sur le riz, le maïs et le manioc,
- (ii) Valoriser et faciliter la mise en marché des productions agricoles.

Réalisations majeures de l'équipe de ETD au titre de l'année 2014

Composante 1: (i) distribution de 5 kits de petite mécanisation (motoculteurs et à accessoires) aux cinq OP bénéficiaires de Kpélé Tutu, (ii) prévalidation de 270 ha de bas-fonds à aménager, (iii) au total, 719 SCOOP, soit 98,9 % des SCOOP ont été appuyées dans l'élaboration de leurs plans de travail, (iv) 67 sessions de formation des comités de surveillance des SCOOP ont été animées, (v) organisation de cinq visites d'échanges d'expériences par culture.

Composante 2: (i) réception et distribution de 60 égreneuses de maïs, de 16 décortiqueuses de riz et de 107 bâches agricoles, (ii) 153 requêtes tous équipements confondus enregistrées dont 77 prévalidées, (iii) mise en place, la formation et le suivi-accompagnement des comités de gestion et des opérateurs privés), (iii) appui aux OP bénéficiaires de magasins et d'équipements à la mobilisation de leurs contributions, (iv) Formation des comités de gestion des OP bénéficiaires de magasin sur les outils de gestion, (v) 17 requêtes de pistes de desserte enregistrées dont 14 prévalidées correspondant à 20 km de piste de desserte

Référence

KODJOVI-NUMADO A. H. Michel, Coordonnateur Opérationnel Délégué du PADAT. Tél. : (+228) 22 21 55 63 Courriel : numadomich2000@yahoo.fr

Commentaire et autres informations pertinentes

Pour le PADAT, le cahier de charges des prestataires s'établit chaque année. Les cahiers de charges des prestataires pour l'année 2014 ne sont pas encore établis.

Intitulé et acronyme						
« Promotion de l'agroalimentaire et de la gouvernance locale au Togo »						
Référence contrat	Durée totale	Date début		Date fin	Financement	
-	3 ans	2014		2016	PPLM	
Maîtrise d'ouvrage : ETD			Maîtrise d'œuvre : ETD			
Montant : 745 102 870 F C euros	aires : CIDR	, MAEP, MATDCL				

Zones d'intervention au Togo

Togo (Régions des Savanes, de la Kara, Centrale, des Plateaux et Maritime)

Bénéficiaires finaux et/ou groupes cibles

<u>Groupes cibles</u>: (i) 15 000 petits producteurs dont 50 % de jeunes et 35 % de femmes répartis dans les 5 régions économiques du Togo. (ii) 35 jeunes entrepreneurs, tous sexes confondus. (iii) le conseil de préfecture de Blitta. <u>Directs</u>: petits producteurs et habitants de la préfecture de Blitta. <u>Indirects</u>: consommateurs togolais, CTOP, MAEP, MATDCL.

Ressources impliquées (localisation et composition de l'équipe projet)

Togo (Atakpamé) : Chef projet + 03 Conseillers agricoles + 04 Conseillers en gestion + 01 Conseillère en commercialisation + 01 Comptable + 01 Chauffeur + 01 Gardien + 01 CT/CIDR

Objectifs spécifiques

1) Augmenter et sécuriser le revenu de producteurs à travers la promotion de petites entreprises l'agroalimentaire locales. 2) La société civile et les collectivités locales se concertent et négocient, dans le cadre d'une stratégie de développement durable, la définition, la production et la gestion de biens et services de proximité et de qualité en articulation avec les services de l'Etat et les autres partenaires du territoire. 3) Faire de ETD une organisation professionnelle, reconnue et ayant une croissance maîtrisée.

Principales réalisations attendues

1.1) 15 000 producteurs dont 35 % de femmes et 50 % de jeunes sont touchés. 1.2) 7 000 tonnes de produits agroalimentaires (riz, soja, miel, viande) sont transformées par an. 1.3) Le revenu distribué aux producteurs par les 35 entreprises créées a plus que doublé et représente 50 % de la richesse totale créée. 2.1) Les collectivités locales de Blitta, du Haho et du Moyen Mono sont renforcées pour élaborer et suivre une stratégie territoriale concertée de développement durable. 2.2) Des cadres de concertation, de négociation et de dialogue sont fonctionnels. 2.3) Les services de base améliorant l'environnement urbain et semi urbain sont gérés par chacune des collectivités locales en partenariat avec des structures privées. 3.1) Un plan d'orientation stratégique pluriannuel ainsi qu'un plan d'affaires est défini. 3.2) Les capacités techniques, financières et organisationnelles d'ETD sont renforcées.

Réalisations majeures de l'année 2014

35 entreprises de type ESOP dont 25 anciennes et 10 nouvelles accompagnées sur neuf filières avec 12 238 producteurs touchés dont 34 % femmes, 1,336 milliards de FCFA distribué soit 2,034 millions d'euros en milieu rural, 126 emplois nets créés et 3 180 équivalents emplois crées. Un plan de développement agricole de la préfecture de Blitta sur la période 2015 à 2019 défini. Quatre collectivités locales accompagnées dans la planification et la promotion du développement durable de leur territoire avec : 17 cadres de concertation mis en place, renforcés et régulièrement animés dans le Haho et le Moyen-Mono, un cadre de concertation en création dans la préfecture de Blitta, la mise en service de huit nouveaux forages, de deux bornes fontaines et de deux latrines. Renforcement progressif de la reconnaissance de la notoriété de ETD sur la thématique décentralisation et développement économique local avec de multiples sollicitations d'intervention sur les autres collectivités locales du Togo

Références

Ewald Zimmer, PPLM / Tel. +49 30 652111451 Courriel: Ewald.zimmer@brot-fuer-die-welt.de

Tableau 18 : Fiche synthétique du Programme ESOP BENIN, phase 2014 - 2016 / PPLM

Intitulé et acronyme

« Consolidation d'un réseau d'Entreprises Agroalimentaires pour des revenus durables aux producteurs »

Références contrats	Durée totale	Date début	Date fin	Financement
-	3 ans	2014	2016	PPLM

Maîtrise d'œuvre : ETD Maîtrise d'œuvre : ETD

Montant: 587 575 451 F CFA soit 897 062 Partenaires: CIDR, MAEP Bénin

euros.

Zones d'intervention au Benin

Benin (Régions de l'Atlantique et littoral, de l'Ouémé-Plateaux, du Mono-Couffo, de Zou-Collines, du Borgou-Alibori et de l'Atacora-Donga)

Bénéficiaires finaux et/ou groupes cibles

<u>Groupes cibles</u>: Groupe de producteurs organisés en coopératives ou en groupes informels d'une part et d'autre part les ESOP. 6 500 petits producteurs dont 1/3 de femmes et 2/3 d'hommes répartis dans les 6 régions du Benin. 20 ESOP (10anciennes à consolider et 10 nouvelles à créer) dont 14 sur le riz, 3 sur le soja, 1 sur le miel, 1 sur l'élevage et 1 sur les semences de riz et de soja.

Ressources impliquées (localisation et composition de l'équipe projet)

Benin (Cotonou) : Chef projet + 3 Conseillers agricoles + 2 Conseillers en gestion + 1 Secrétaire comptable

Objectifs spécifiques

Augmenter et sécuriser le revenu de 6500 ménages agricoles à travers la consolidation d'un réseau d'entreprises sur les filières riz et soja et la diversification des filières.

Principales réalisations attendues

1.1) 6500 producteurs agricoles sont touchés dont 35% de femmes. 1.2) 150 tonnes de semences et 450 d'engrais sont distribués aux producteurs. 1.3) 100 hectares sont aménagés dont 20% de cofinancement par le projet. 1.4) Les rendements de production ont augmenté de 50%. 2.1) 700 groupes de producteurs sont en tout constitués. 2.2) 100% des OP sont en contrat avec les ESOP et commercialisent 75% de leur surplus de production à travers les ESOP. 2.3) 20 ESOP sont implantées au Benin autour des trois filières (riz, soja et miel). 2.4) 5000 tonnes de produits dont 3500 tonnes de riz par an. 2.5) 1400 représentants de producteurs dont 1/3 de femmes ont bénéficié d'une formation spécifique à l'organisation de la commercialisation groupée. 3.1) Une charte qualité est définie et appliquée par l'ensemble des ESOP. 3.2) 20 ESOP sont formalisées. 3.3) 100% des ESOP accèdent au crédit bancaire. 3.4) Trois plans de promotion ont été mis en œuvre et permis d'écouler 60% de la production des ESOP à Cotonou. 3.5) 40% des besoins en fonds de roulement des ESOP sont autofinancés par les ESOP. 4.1) Un plan de formation est défini et mis en œuvre pour l'ensemble du personnel. 4.2) Six sessions de formation sont organisées à l'intention de la responsable de l'équipe. 4.3) Deux ateliers de présentation des acquis de ETD sont organisés avec la participation de 100 acteurs. 4.4) Un référentiel métier est actualisé et 6 outils méthodologiques sont définis.

Réalisations majeures de l'année 2014

17 entreprises accompagnées sur deux filières (riz et soja). 3 685 producteurs agricoles dont 48 % de femmes sous contrat de production avec les ESOP. Livraison moyenne par ces producteurs de 311 kg en 2014. 152 tonnes de produits finis dont 122 tonnes de riz usiné commercialisées sur les marchés locaux pour un chiffre d'affaires de 85 millions.

Références

Ewald Zimmer, PPLM / Tel. +49 30 652111451 Courriel: Ewald.zimmer@brot-fuer-die-welt.de

Tableau 19 : Fiche synthétique du Contrat PADA au Bénin

Intitulé et acronyme							
« Projet d'Appui à la Diversification Agricole » (PADA)							
Référence contrat	Durée totale	Date début		Date fin	Financement		
N°084/ 09 Août 2013	4 ans	2013		2016	IDA		
Maîtrise d'ouvrage : MAEP Bénin				Maîtrise d'œuvre : ETD (prestataire)			
Montant : 405 279 752 F CFA soit 617 845							
euros HT			Partenaires: MAEP Bénin				

Zones d'intervention de ETD

Benin (Régions de l'Atlantique et littoral, de l'Ouémé-Plateaux, du Mono-Couffo, de Zou-Collines, du Borgou-Alibori et de l'Atacora-Donga)

Bénéficiaires finaux et/ou groupes cibles

Petits producteurs de riz du Benin

Ressources impliquées (localisation et composition de l'équipe projet)

Benin (Cotonou) : Chef projet + 3 Conseillers agricoles + 2 Conseillers en gestion + 1 Secrétaire comptable

Objectifs spécifiques

L'objectif de développement du PADA est de renforcer les capacités productives des bénéficiaires du projet au sein de la filière riz et de promouvoir un environnement (public et privé) capable d'accompagner le développement du secteur agricole (au sens large).

Résultats attendus de ETD

Le mandat de ETD sur le PADA consiste à mettre en place 10 ESOP sur la filière riz.

Réalisations majeures de l'année 2014

10 ESOP lancées sur les 10 prévues (6 ESOP en opérations test de production et 4 ESOP en consolidation 1). 2 737 producteurs touchés dont 1523 femmes.728 tonnes de matière première constituées. 58,1 tonnes de semences certifiées de riz et 163,5 tonnes d'engrais dont 112,4 tonnes de NPK et 51,1 tonnes d'urée ont été fournis à 10 ESOP riz. 110,7 millions de F CFA de revenu des ventes de matière première à distribuer dans les villages. 9 managers recrutés et formés. 4 actes de donations de sites pour abriter les infrastructures de stockage et de transformation acquis et les autres en cours. 4 packs d'équipements réceptionnés par les ESOP. 20 motos réceptionnées par ETD au profit des ESOP

Références

Yénakpondji Janvier CAPO CHICHI Coordonnateur du ProCAD Courriel : yjcapochichi@hotmail.com

Commentaire et autres informations pertinentes

Le contrat PADA cofinance le Programme ESOP Bénin.

Tableau 20 : Fiche synthétique du Projet PPMPVo

Intitulé et acronyme						
« Promotion de la production maraîchère dans la préfecture de Vo » (Projet Vo)						
Référence contrat	Durée totale	e totale Date début		Date fin	Financement	
AEA/2014/19-ETD/CFSI	18 mois	2014		2015	CFSI/FDF	
Maîtrise d'ouvrage : ETD Maîtrise d'œuvre : ETD					ETD	
Montant: 30 190 915 F CFA soit 46 093 euros Partenaires: Terre des Hommes (TdH),						

Zones d'intervention

Préfecture de Vo, région Maritime, Togo

Bénéficiaires finaux et/ou groupes cibles

3 Comités de protection de l'enfance de TdH de 10 localités de la préfecture de Vo

Ressources impliquées (localisation et composition de l'équipe projet)

Chef projet (Lomé) + 2 Conseillers agricole (Vogan)

Objectifs spécifiques

(i) Accroitre la productivité et de la production maraichère périurbaine tout en améliorant la qualité des produits. (ii) Augmenter et sécuriser le revenu des maraichers.

Résultats attendus

<u>R1</u>: 1. Les maraichers ont augmenté leurs productivités et leurs productions. <u>R2</u>: 2. Les produits maraichers de qualité sont offerts sur les marchés périurbains et urbains. <u>R3</u>: 3. Un système de mise en marché est promu et sécurise les débouchés des maraichers. <u>R4</u>: Les pratiques modernes de commercialisation sont appliquées.

Réalisations majeures de l'année 2014

(i) 120 maraîchers appuyés et accompagnés techniquement, (ii) fourniture d'intrants, de matériel et d'équipement de travail (02 super tank de 1 m³, un super tank de 2 m³, 03 surpresseurs, 03 motopompes, 500g de semence piment vert, 1000g de semence de tomate, 400g de semence d'aubergine et 63 litres d'insecticides), (iii) formation aux itinéraires techniques de production, (iv) formation aux techniques de compostages rapide, (v) vingt (20) producteurs composés de producteurs individuels et de représentants de groupements maraîchers ont été formés sur les techniques de compostage et d'amendement des terres, (vi) trois (03) commerçantes grossistes et revendeuses de légumes dans deux grands marchés de la ville de Lomé sont identifiées et mises en relation avec les producteurs, (vii) une rencontre entre les grossiste et les producteurs a été organisée avec (19) représentants des maraîchers présents sur les vingt (20) invités et les trois (03) commerçantes présentes sur les quatre (04) invitées.

Références

Commentaire et autres informations pertinentes

La phase sera clôturée en novembre 2015.

Tableau 21 : Fiche synthétique du Projet Mobilités UE

Intitulé	et	acronyme
----------	----	----------

« Projet sous-régional de protection de mineurs migrants non accompagnés en Afrique de l'Ouest » (Projet Mobilités UE)

Référence contrat	Durée totale	Date début	Date fin	Financement
-	3 ans	2013	2016	Union Européenne
Maîtrise d'ouvrage : Terre de	s Hommes	Maîtris œuvre)	se d'œuvre :	ETD (partenaire de mise en
Montant: 45 509 400 F CFA soit 69 480 euros			aires: Terre	des Hommes (TdH)

Zones d'intervention au Togo

Togo: Lomé, région Maritime (Aného: Sanvikondji, frontière Togo – Bénin, préfecture de Vo)

Bénéficiaires finaux et/ou groupes cibles

Mineurs migrants non accompagnés et à risque de mobilité, 2 Comités de protection de l'enfance de TdH et leurs groupements de maraîchers de 2 localités de la préfecture de Vo,

Ressources impliquées (localisation et composition de l'équipe projet)

Chef projet (Lomé) + 01 Animatrice (Lomé) + 01 Animateur (Vogan)

Objectif spécifique

Au terme du mois 36, les enfants migrants non accompagnés bénéficient de meilleurs services de protection le long de leurs routes migratoires.

Résultats attendus

<u>R1</u>: Les communautés répondent plus efficacement à la protection de l'enfant dans un contexte de migration. <u>R2</u>: La société civile (ONG, médias) sensibilise l'opinion publique et les décideurs sur la protection des enfants migrants non accompagnés dans la région. <u>R3</u>: Les capacités de l'Etat et des ONG à protéger les enfants dans le cadre de la migration sont renforcées.

Activités principales de ETD

Appui-accompagnement de 4 communautés bénéficiaires à l'élaboration et à la mise en œuvre de 6 microprojets de protection de l'enfant.

Réalisations majeures de l'année 2014

Six (06) micro-projets proposés et portés par six OBC dont quatre (04) dans les zones potentielles de départ massif des enfants et deux autres dans les zones de transit et de destination des enfants validés. 650 enfants sont touchés par les activités réalisées grâce au fonds issus des micro-projets à caractère AGR. Les dispositifs communautaires de détection des enfants en mobilité, développés dans les micro-projets des OBC des zones de transit et de destination ont permis de détecter 396 enfants dont 220 filles en situation de mobilité. Au total 22 personnes sont formées sur l'organisation et la tenue d'une sensibilisation, 47 personnes sont formées sur les techniques de détection des enfants en situation de mobilité et plus de 2000 personnes sont touchées par les dialogues communautaires.

Références

Olivier TOR, Chef de la Délégation Tdh au Togo. Tél.: (+228) 22 50 06 67 Courriel: tdhtogo@cafe.tg

Commentaire et autres informations pertinentes

ETD apporte son expertise spécifiquement pour la mise en œuvre du volet « développement de projets communautaires ». Le projet est mis en œuvre dans cinq pays d'Afrique d'Ouest : Bénin, Burkina, Guinée Conakry, Mali et Togo.

Tableau 22 : Fiche synthétique du PAGED

Intitulé et acronyme							
« Programme d'Appui à la Gestion Environnementale Décentralisée »							
Références contrats	Durée totale	Date	e début	Date fin	Financement		
DCI-NSAPVB/2013/308-045	3 ans	2014		2016	UE, GeTM, FNUD		
Maîtrise d'ouvrage :		Maîtrise d'œuvre : ETD					
Montant : 372 768 360 F 112euros	CFA soit	569		aires : CIDI Conseil de ine urbaine d	R, Conseil de préfecture de préfecture du Moyen Mono, le Notsé		

Zones d'intervention

Préfecture de Haho et préfecture du Moyen Mono-TOGO

Bénéficiaires finaux et/ou groupes cibles

La commune urbaine de Notsé, le Conseil de préfecture du Haho et le Conseil de Préfecture du Moyen-Mono.

Ressources impliquées (localisation et composition de l'équipe projet)

Togo (Notsé) : Coordonnateur + 01 Ingénieur génie civil + 01 Conseiller en finance locale + 01 Conseiller en gestion +01 Conseiller en marketing et commercialisation + 06 Animateurs de territoires + 01 Secrétaire + 01 Chauffeur + 01 Gardien + 02 Stagiaires

Objectif spécifique

Améliorer sensiblement la qualité des espaces ruraux et urbains par la collaboration entre la société civile et les pouvoirs publics locaux dans la mise en œuvre d'actions et de services environnementaux de qualité.

Résultats attendus

<u>R1</u>:Les collectivités locales – préfectures et commune - mettent en œuvre une stratégie territoriale concertée de développement durable. <u>R2</u>:Des actions diversifiées de gestion durable des ressources naturelles sont planifiées au niveau de chaque canton et mises en œuvre par les OSC locales. <u>R3</u>: Les services de base améliorant l'environnement urbain et semi urbain sont gérés par chacune des collectivités locales en partenariat avec des structures privées. <u>R4</u>:Les principaux acquis des actions sont capitalisés et diffusés.

Réalisations majeures de l'année 2014

Les trois collectivités sont appuyées et dotées d'une stratégie territoriale concertée de développement en début de mise en œuvre. Les actions prioritaires et diversifiées de gestion durable des ressources naturelles sont planifiées et mises en œuvre au niveau des cantons et de la Commune de Notsé (restauration des berges, promotion de pratiques agroforestières, concours village propre, clubs environnement, agriculture écologique). Internalisation à ETD de la fonction du management des connaissances, expérience acquise par l'équipe de l'Action à travers la capitalisation des acquis du PAGLOC, formation de l'équipe et accompagnement du CIDR en la matière.

Références

Délégation de l'Union Européenne au Togo. Cité OUA-BP 1657-LOME (TOGO) Tél.(228)22 53 60 00 / FAX (228) 22 26 57 20 .E-mail : DELEGATION-TOGO@eeas.europa.eu Site web : http://www.eeas.europa.eu/delegations/togo/

Commentaire et autres informations pertinentes

Le PAGED, le GLDD, le PAGEA cofinancent le PAGL2D (phase 2 du PAGLOC).

Tableau 23 : Fiche synthétique du PAGEA

Intitulé et acronyme							
« Programme d'Appui à la Gouvernance locale et à l'Entreprenariat dans le secteur Agricole»							
Références contrats	Durée totale	Date début		Date fin	Financement		
-	3 ans	2014		2016	UE, GeTM, FNUD		
Maîtrise d'ouvrage :	Maîtrise d'ouvrage :				Maîtrise d'œuvre : ETD		
M		Partenaires : CIDR, Conseil de préfecture de Haho,					
Montant : 791 131 108 F CFA so	os	Conseil de préfecture du Moyen Mono, Commune urbaine de Notsé					

Zones d'intervention

Togo: Préfecture de Haho, préfecture du Moyen Mono et région des Plateaux.

Bénéficiaires finaux et/ou groupes cibles

L'ensemble des populations des préfectures de Haho et Moyen Mono (environ 350 000 hbts) ; les organisations de la société civile ; les petits producteurs et leurs familles ; les deux conseils de préfecture du Haho, du Moyen Mono et la Commune urbaine de Notsè.

Ressources impliquées (localisation et composition de l'équipe projet)

Togo (Notsé) : Coordonnateur + 01 Ingénieur génie civil + 01 Conseiller en finance locale + 01 Conseiller en gestion +01 Conseiller en marketing et commercialisation + 06 Animateurs de territoires + 01 Secrétaire + 01 Chauffeur + 01 Gardien + 02 Stagiaires

Objectifs spécifiques

(i) La société civile et les collectivités locales se concertent et négocient, dans le cadre d'une stratégie de développement durable, la définition, la production et la gestion de biens et services de proximité et de qualité en articulation avec les services de l'Etat et les autres partenaires du territoire. (ii) Accroître le revenu des acteurs du secteur de l'agroalimentaire local et créer des emplois durables pour les jeunes.

Résultats attendus

<u>R1</u>: Les trois collectivités locales du Haho et du Moyen Mono sont renforcées et capable d'élaborer et de suivre une stratégie territoriale concertée de développement durable <u>R2</u>: Des initiatives locales sont soutenues et réalisées sous maîtrise d'ouvrage des collectivités locales au niveau des cantons sur la base des PDT (Projet de territoire) actualisés. <u>R3</u>: Les services de base améliorant l'environnement urbain et semi urbain sont gérés par chacune des collectivités locales en partenariat avec des structures privées <u>R4</u>: Un réseau d'entreprises agroalimentaires de type ESOP améliorent le revenu des petits producteurs et créent de l'emploi sur les trois territoires. <u>R5</u>: Les principaux acquis des actions sont validés, capitalisés et diffusés.

Réalisations majeures de l'année 2014

Trois entreprises de type ESOP (riz, soja, et viande) promues dans le Haho dont deux anciennes consolidées (soja, riz) et une nouvelle (viande) en création avec : (i) 1 663 producteurs dont environ 23 % de femmes, (ii) 224 tonnes de riz paddy et 1 175 tonnes de soja constitués en stock dans les ESOP pour être transformés au cours de l'année 2015.

Trois collectivités locales accompagnées dans la planification et la gestion du développement durable de leur territoire, le renforcement de leurs capacités techniques et financières avec (i) 17 cadres de concertation régulièrement animés dans la Commune de Notsé, le Haho rural et le Moyen-Mono, (ii) la réalisation de six nouvelles infrastructures (2 hangars de marché et quatre forages) dans le Haho et le Moyen Mono, (iii) le soutien à la mise en œuvre de 16 initiatives locales bénéficiant à près de 4 000 personnes dont 50 % de femmes et 25 % de jeunes, (iv) la mise en service de quatre nouveaux forages facilitant l'accès à l'eau potable à près de 6 500 personnes dans le Haho rural et le Moyen Mono.

Références

Alejandro MACKINNON, Secrétaire Général GeTM, Suisse – a.mackinnon@getm.ch

Tableau 24 : Fiche synthétique du GLDD

Intitulé et acronyme

« Gouvernance locale et développement durable dans la commune de Notsé et dans les préfectures de Haho et du Moyen-Mono» (GLDD)

M44 - 704 500 000 E CI	EA: 1 074	017	Parten	aires : CID	R, Conseil de préfecture de			
Maîtrise d'ouvrage :			Maîtris	e d'œuvre :				
-	3 ans	2014		2016	AFD, UE			
Références contrats	Durée totale	Date début		Date fin	Financement			
Trans et au vioyen viono" (GEDE)								

Montant : 704 508 969 F CFA soit 1 074 017 euros

Partenaires : CIDR, Conseil de préfecture de Haho, Conseil de préfecture du Moyen Mono, Commune urbaine de Notsé

Zones d'intervention

Préfecture de Haho, préfecture du Moyen Mono et commune de Notsé, région des Plateaux, Togo

Bénéficiaires finaux et/ou groupes cibles

Population du Haho et du Moyen Mono : 309 000 habitants répartis en 413 villages et quartiers, 14 cantons, 1 commune, 2 préfectures. Autorités locales, organisations de la société civile, services de l'Etat. Au moins 1000 groupements et associations villageois.

Ressources impliquées (localisation et composition de l'équipe projet)

Togo (Notsé): Coordonnateur + 06 Animateurs de territoire + 01 Conseiller en finance locale + 01 Conseiller en maîtrise d'ouvrage + 01 Comptable-logisticienne + 01 Chauffeur + 01 Gardien

Objectif spécifique

La société civile et les collectivités locales se concertent et négocient, dans le cadre d'une stratégie de développement durable, la définition, la production et la gestion de biens et services de proximité et de qualité en articulation avec les services de l'Etat et les autres partenaires du territoire.

Résultats attendus

<u>R1</u> - Les trois collectivités locales du Haho et du Moyen Mono sont renforcées pour élaborer et suivre une stratégie territoriale concertée de développement durable.<u>R2</u> - Des initiatives locales sont soutenues et réalisées sous maîtrise d'ouvrage des collectivités locales au niveau des cantons sur la base des PDT (Projet de territoire) actualisés.<u>R3</u> - Les services de base améliorant l'environnement urbain et semi urbain sont gérés par chacune des collectivités locales en partenariat avec des structures privées.<u>R4</u> - Les principaux acquis des actions sont validés, capitalisés et diffusés.<u>R5</u> - Les capacités des habitants et de leurs représentants sont renforcées et ils connaissent mieux leurs rôles dans le processus de décentralisation.

Réalisations majeures de l'année 2014

Les trois collectivités locales ont été accompagnées dans la définition de leur programme de développement durable de leur territoire avec 3 chartes et 2 stratégies de développement durable définies à valider au 1er trimestre de 2015, (ii) au moins 300 H/J ont été consacrés à la formation et à l'accompagnement des collectivités locales et acteurs locaux, (iii) les 18 cadres de concertation (15 CCD, 2 CPD et 1 quadrilogue) dans le Haho, le Moyen-Mono et la Commune de Notsé ont été renforcés et régulièrement animés avec un taux de participation minimum de 90 % et les recettes des trois collectivités sensiblement améliorées.

15 diagnostics avec une dimension développement durable ont été réalisés pour actualiser les PDT, (ii) 15 plans cantonaux définis avec l'ensemble des acteurs, (iii) près de 120 organisations à la base (groupements, associations villageoises, clubs environnement) ont été appuyées dans la conception et la mise en œuvre de 31 initiatives locales à caractère social, économique et environnemental, bénéficiant directement à environ 4 211 personnes dont 2 181 femmes et 1003 jeunes.

La mise en service de huit (08) forages réalisés sous PAGLOC et de 5 nouveaux forages, (ii) la mise en service de deux (02) bornes fontaines et de deux latrines, (iii) la construction de deux hangars de marché dans le Haho (Kpégadjé) et dans le Moyen Mono (Ahassomé) et (iv) l'entame de l'étude de faisabilité sur l'enlèvement et la valorisation des ordures ménagères.

Plusieurs plans et modules de formation ont été élaborés, (ii) 6 documents de capitalisation dont le manuel méthodologique d'élaboration des SPDD ont atteint le stade de rédaction avancée en fin de période de reporting, (iii) dix documents de capitalisation ont été finalisés dont deux publiés et diffusés et (iv) l'équipe projet renforcée sur la démarche de gestion de connaissances.

Références

Isabelle HOYAUX, Directrice Exécutive du CIDR, isabelle.hoyaux@cidr.org Tél.: +33 3 44 42 71 40; Laurent DELCAYROU, Directeur département IMGT (Ingénierie Management et Gouvernance des Territoires) au CIDR, France – <u>laurent.delcayrou@cidr.org</u> – Tél.: +33 3 44 42 71 40

Tableau 25 : Fiche synthétique du PAGDA

Intitulé et acronyme

« Projet d'Appui à la Gouvernance concertée pour le Développement Agricole de la Préfecture de Blitta au Togo »

\mathcal{U}								
Références contrats	Durée totale	Date début	Date fin	Financement				
-	2 ans	2014	2016	CFSI/FF, CG Yvelines, PPLM				
Maîtrise d'œuvre : ETD								
Montant: 135 985 919 F FC	CFA soit Tota	1 = Partena	ires : Conse	eil de préfecture de Blitta,				

Union des communes du Togo

207 612,09 euros Zones d'intervention

Préfecture de Blitta, région Centrale, Togo

Bénéficiaires finaux et/ou groupes cibles

Le conseil de préfecture de Blitta; les CVD et CCD; les associations, groupements ou de producteurs ou de femmes; les populations de la préfecture de Blitta, plus spécifiquement les agriculteurs et agricultrices de la préfecture; les services techniques déconcentrés de l'Etat.

Ressources impliquées (localisation et composition de l'équipe projet)

Togo (Blitta): Chef projet + 02 Assistants (Animateur de territoire et Technicien Agricole)

Objectif spécifique

Promouvoir et renforcer le partenariat entre le conseil de préfecture de Blitta et les acteurs économiques (producteurs et leurs organisations, transformateurs, fournisseurs d'intrants et de matériels agricoles, prestataires de services financiers et non financiers, etc.) pour la production, la valorisation des produits agricoles de la préfecture en articulation avec les services techniques de l'Etat».

Résultats attendus

R1: Un cadre de concertation, de négociation et de décisions entre la collectivité et les acteurs (publics-privés) du secteur agricole est mis en place et fonctionnel à l'échelle préfectorale. **R2:** Un plan de développement agricole préfectoral concerté est défini et mis en œuvre. **R3:** Un dispositif financier facilitant l'accès des acteurs au crédit bancaire est mis en place et fonctionnel. **R4:** Des infrastructures productives et des initiatives locales portées par les groupements sont soutenues. **R5:** Les capacités techniques et financières du conseil de préfecture de Blitta sont renforcées.

Réalisations majeures de l'année 2014

Le cadre de concertation, de négociation et de décisions entre la collectivité et les acteurs du secteur agricole est mis en place et fonctionnel. La stratégie de développement agricole de la préfecture de Blitta est définie. La mise en place du fonds de garantie est en négociation avancée avec une institution de microfinance de la place. 38 initiatives locales portées par des organisations de producteurs ont été enregistrées pour étude. 2085 producteurs et productrices agricoles touchés, un technicien supérieur d'agriculture est recruté et mis à la disposition du conseil de préfecture de Blitta.

Références

Joachim HUNLEDE, Secrétaire Permanent de l'Union des Communes du Togo, Marion PERIN, Assistante Technique, Tél. (228) 22 61 45 16 – pmarion@uct-togo.org

Tableau 26 : Fiche synthétique du PRBSA

Intitulé et acronyme						
« Projet de Renforcement des Bases de la Souveraineté Alimentaire à Blitta au Togo »						
Référence contrat	Durée totale Date débu		e début	Date fin	Financement	
-	3 ans	2013		2016	CFSI/FF	
Maîtrise d'ouvrage :			Maîtrise d'œuvre :			
Montant: 163 750 000 F CFA soit 250 000 Partenaires: CIDR, Conseil de préfecture de						
euros.				Blitta, Union des communes du Togo		

Zones d'intervention

Préfecture de Blitta, région Centrale, Togo

Bénéficiaires finaux et/ou groupes cibles

Les populations de la préfecture de Blitta, plus spécifiquement les agriculteurs et agricultrices de la préfecture. Les associations, groupements ou organisations de producteurs ou de femmes. Les jeunes diplômés qui constituent la main d'œuvre occasionnelle à utiliser au sein des entreprises. La population des grandes villes bénéficiera de produits finis et semi finis de qualité à des prix compétitifs. Le Conseil de Préfecture de Blitta qui est le bénéficiaire direct de l'action.

Ressources impliquées (localisation et composition de l'équipe projet)

Togo (Blitta): Chef projet + 01 Conseiller en gestion + 01 Conseiller technique CIDR qui consacrera deux hommes mois.

Objectifs spécifiques

(i) Augmenter et diversifier les revenus des producteurs par la mise en place de petites unités de transformation et commercialisation de produits. (ii) Consolider et opérationnaliser le rôle de l'OP faitière dans le dialogue avec les collectivités territoriales

Résultats attendus

<u>R1 :</u>Les producteurs ont augmenté leurs productions et leur productivité<u>R2 :</u>Quatre entreprises agroalimentaires de type ESOP sont promues et intègrent les producteurs dans leur gouvernance<u>R3 :</u>L'OP faîtière est renforcée et est reconnue comme acteur important de la structuration des filières agricoles dans la préfecture et dans la Région. <u>R4 :</u>Le conseil de préfecture de Blitta s'est doté d'une stratégie de territorialisation de la politique agricole.

Réalisations majeures de l'année 2014

Les producteurs de semences de maïs ont augmenté leur productivité de 74 % alors que la productivité du riz a diminué de 42 % par suite des caprices pluviométriques.

Quatre entreprises agroalimentaires de type ESOP sont promues dont une intègre 53 producteurs dans sa gouvernance, avec près de 950 producteurs touchés, 9 emplois stables (permanents) et 119 équivalents emplois créés.

Le conseil de préfecture de Blitta s'est doté d'un plan de développement agricole dont la mise en œuvre débutera en 2015.

Références

Joachim HUNLEDE, Secrétaire Permanent de l'Union des Communes du Togo, Marion PERIN, Assistante Technique, Tél. (228) 22 61 45 16 – pmarion@uct-togo.org

Commentaire et autres informations pertinentes

Le PRBSA, le PAGEA et le Programme ESOP TOGO cofinancent le PAGDA.

Tableau 27 : Fiche synthétique du PAPEBA

Intitulé et acronyme							
« Projet d'Appui à la Pr	éservation de	es Ecosystèi	mes et de	la Biodiversité	grâce à		
l'Agropastoralisme »							
Référence contrat Durée totale Da		Date début	Date fin	Financement			
-	30 mois 2014		2016	UE			
Maîtrise d'œuvre : ETD (partenaire de mise œuvre)							
Montant: 169 331 euros			Partenaires : RAFIA, FENAFIBVTO, ARED, CIRAD, RECOPA, APIDEV, ANOPER				

Zones d'intervention au Togo

Togo (Régions des Savanes, de la Kara, Centrale, et des Plateaux)

Bénéficiaires finaux et/ou groupes cibles

<u>Groupes cibles</u>: Population des régions des Savanes, de la Kara, Centrale, et des Plateaux. <u>Directs</u>: les éleveurs et les riverains des aires protégées des 4 régions. <u>Indirects</u>: les communautés qui, tels que les maraîchers, les producteurs de coton et de céréales, s'intéressent de plus en plus à l'élevage

Ressources impliquées (localisation et composition de l'équipe projet)

Togo: Chef projet (Lomé) + 2 Animateurs (Blitta et Notsè)

Objectif spécifique

Afin de permettre aux Acteurs Non Etatiques (ANE) de participer au développement économique et durable de leur territoire, renforcer le dialogue entre les ANE concernant les enjeux locaux et nationaux de la gestion concertée des ressources naturelles en lien avec le convoyage à pieds du bétail en périphérie des aires protégées conduisant à la sécurisation et à l'aménagement de couloirs de passage d'animaux.

Résultats attendus

<u>R1</u>: Les associations de riverains des forêts classées, des aires protégées et les associations d'éleveurs sont en mesure de se concerter et de prendre des positions communes sur les enjeux de la gestion durable des ressources naturelles liés à la mobilité de l'élevage en s'appuyant sur des outils d'animation fonctionnels.

<u>R2</u>: Des pistes pour la transhumance et la commercialisation du bétail sont sécurisées, aménagées et gérées de façon conjointe, inclusive et équitable entre les usagers et les acteurs institutionnels concernés.

Réalisations majeures de l'équipe de ETD au titre de l'année 2014

Prise de contacts et présentation du projet aux acteurs locaux et institutionnels des régions d'intervention. Facilitation de débats informés auprès des acteurs clés de la filière par l'équipe d'animateurs constitués et formés sur le module du commerce du bétail en Afrique de l'ouest.

Collecte des données relatives à la mobilité du bétail et aménagements/infrastructures agropastorale. Réalisation des cartes de couloirs pratiqués avec les points d'entrée et le ciblage des zones difficiles et de tensions avec une série de sessions de renforcement en cartographie participative.

Mise en réseau des acteurs clés de la filière du côté de la frontière béninoise à travers l'organisation de visites d'échanges.

Début de création d'un cadre favorable au dialogue et à la négociation entre différents acteurs de la filière.

Références

Marie AARNINK, Coordinateur Administratif et Financier Afrique / Agropastoralisme 1050 Avenue de l'Europe BP 07 F-93352 Le Bourget Aéroport Cedex. Tél. 33-1.49.34.89.22 Fax 33-1.49.34.83.10 maarnink@acting-for-life.org